

Actes du colloque

« Comment la falsification
de l'Histoire conduit à la
renaissance de l'antisémitisme
sous diverses formes »



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43 Boulevard de Magenta 75010 Paris

T : 01 53 38 99 99 F : 01 40 40 90 98 Email : mrap@wanadoo.fr

**« Comment la falsification de l'histoire
conduit à la renaissance de l'antisémitisme
sous diverses formes »**

Actes du colloque organisé par la commission du Mrap
« lutte contre l'antisémitisme
et le néonazisme en Europe »
Assemblée nationale Paris février 2000

Sommaire

- 5 ● *Introduction*
- 7 ● *Histoire du négationnisme français* Nadine Fresco
- 21 ● *Lyon et le négationnisme* Claude Burgelin
- 27 ● *Quand le négationnisme s'invite à l'université* Didier Daeninckx
- 31 ● *Histoire de l'antisémitisme* François de Fontette
- 35 ● *Les conséquences du procès Papon* Alain Lévy
- 37 ● *Négationnisme sur Internet, un déferlement* Gilles Karmasyn

Les négationnistes sont des falsificateurs

Commission du Mrap

lutte contre l'antisémitisme et le néonazisme en Europe

Pierre Krausz, membre du Bureau national, a introduit le sujet de cet après-midi d'étude et d'analyse en soulignant que les récents événements en Autriche montrent l'actualité de l'antisémitisme [le colloque se déroulait au moment où l'extrême droite autrichienne accédait au gouvernement de ce pays]. Jorg Haider n'a-t-il pas déclaré qu'il n'y avait pas eu de camps de concentration mais des camps de correction ?

Pierre Krausz a notamment déclaré : « Au sortir du dernier conflit mondial, on a pensé que la hiérarchisation des groupes humains qui avait engendré une violence terrifiante serait anéantie. Naïveté ! Si dans les années cinquante et soixante, l'antisémitisme était discrédité dans l'opinion, dans l'espoir de viser un large public, l'extrême droite d'abord, d'autres ensuite, se sont attachés à minimiser, voire à nier les effroyables forfaits du nazisme, en faisant porter aux victimes en général, aux juifs en particulier, une part de responsabilité dans le déroulement de la Seconde guerre mondiale. Les négationnistes sont avant tout des falsificateurs. Ils visent à reléguer des faits historiques au rang de thèses qui pourraient être confrontées à d'autres hypothèses. »



DR

La qualité des interventions et des recherches réalisées par les spécialistes invités à ce colloque font de cette modeste brochure un précieux outil pour comprendre et combattre le négationnisme, avatar de l'antisémitisme le plus éculé. Nous les en remercions.

Les photographies ont été prises par Jean-Etienne de Linares.

Histoire du négationnisme français

Par Nadine Fresco
historienne
directrice de recherche au CNRS

Depuis plusieurs années déjà, les historiens parlent non de « révisionnisme » mais bien de « négationnisme » pour désigner l'entreprise qui fait l'objet de cette journée. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'entreprise en question procède par négation. Elle nie l'existence même du génocide qui a été perpétré contre les juifs par les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Je citerai ici un texte que Robert Faurisson, le chef de file du négationnisme français, a diffusé pour la première fois il y a plus de vingt ans déjà,



en 1978. Je cite ce texte parce qu'il constitue en quelque sorte la charte de l'entreprise négationniste. Durant cette année 1978, Faurisson se met donc à inonder les rédactions de journaux d'un texte photocopié, dans lequel figurent notamment ce qu'il appelle les « conclusions (de trente ans de recherches) des auteurs révisionnistes ». Ces « conclusions » sont au nombre de sept : « 1. Les "chambres à gaz" hitlériennes n'ont jamais existé. 2. Le "génocide" (ou : la "tentative de génocide") des Juifs n'a jamais eu lieu : en clair, jamais Hitler n'a donné l'ordre (ni admis) que quiconque fût tué en raison de sa race ou de sa religion. 3. Les prétendues "chambres à gaz" et le prétendu "génocide" sont un seul et même mensonge. 4. Ce mensonge, qui est d'origine essentiellement sioniste, a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont l'État d'Israël est le principal bénéficiaire. 5. Les principales victimes de ce mensonge et de cette escroquerie sont le peuple allemand et le peuple palestinien. 6. La force colossale des moyens d'information officiels a, jusqu'ici, assuré le succès du mensonge et censuré la liberté d'expression de ceux qui dénonçaient ce mensonge. 7. Les artisans du mensonge savent maintenant que leur mensonge vit ses dernières années ; ils déforment le sens et la nature des recherches révisionnistes ; ils nomment "résurgence du nazisme" ou "falsification de l'histoire" ce qui n'est qu'un juste retour au souci de la vérité historique ».

Malgré ces protestations lourdement tactiques, selon lesquelles, il procéderait ainsi de la seule révision de l'histoire, le négationnisme n'est en fait qu'une des formes revêtues aujourd'hui par l'antisémitisme. Réviser l'histoire, ainsi que le font constamment les historiens, qu'il s'agisse

d'ailleurs de celle de la Seconde Guerre mondiale ou de tout autre événement, ne consiste évidemment pas, en effet, à dénoncer tel complot « sioniste » ou autre escroquerie aux dimensions planétaires. Une telle conception dénonciatrice de l'histoire suppose bien que, conscient ou diffus, revendiqué ou masqué, le désir de dénoncer soit antérieur à la prétendue révision entreprise. Le désir de dénoncer comme fiction une réalité telle que ce génocide est le fait d'un antisémite, fût-il déguisé en historien.

Si les négationnistes ont choisi, eux, de se dire révisionnistes, c'est pour prétendre se situer dans la filiation des divers courants qui avaient été précédemment qualifiés de révisionnistes. A commencer par le courant des dreyfusards, c'est-à-dire de ceux qui, à la fin du siècle dernier, demandaient avec force la révision du procès inique que l'Etat-major venait de faire au capitaine Dreyfus. L'image associée à l'idée de révisionnisme est en effet souvent celle d'une pensée non orthodoxe, non conformiste, résistant à des tabous et à des dogmes, et s'opposant à la version officielle d'une histoire qui tenterait de se maintenir à coups de pseudo-vérités toutes faites. Mais dans cette stratégie de légitimation, la proclamation de non-conformisme n'exclut nullement la recherche d'une reconnaissance institutionnelle. Comme en témoigne la tentative des négationnistes, à Nantes en 1985, de faire obtenir un doctorat d'université à Henri Roques, un ingénieur agronome à la retraite. Mais cette thèse niant l'existence des chambres à gaz avait été soutenue dans des conditions particulièrement criantes d'irrégularité : elle avait en effet été soutenue sous la direction d'un professeur de littérature médiévale rencontré par Roques trois mois plus tôt, devant un jury de complaisance, lors d'une séance dont le procès-verbal portait, falsifiée, la signature d'un membre du jury absent de cette « soutenance ». A la suite de quoi, la soutenance avait été annulée et le rapporteur de la thèse suspendu l'année suivante. La manœuvre avait échoué. Il convient de préciser ici qu'Henri Roques n'avait pas seulement été un ingénieur agronome. En 1956, sous le nom d'Henri Jalin, il était le secrétaire général d'un mouvement ouvertement fasciste et raciste, « la Phalange française », dont le but était « *l'instauration d'un Socialisme National authentique* ». Pour cette Phalange française, si une nation « *se laisse métisser par des races inférieures, ou même si, sous l'influence des doctrines universalistes, sa virilité, son moral sont détériorés* », elle « *devient la proie du judéo-capitalisme sous une forme ou sous une autre ; en Europe occidentale, régime du capitalisme libéral ; en Europe orientale, régime communiste de l'Etat capitaliste-bolcheviste* ». Telles étaient les convictions de celui par lequel les négationnistes tentèrent, sans succès, au milieu des années quatre-vingt, de faire décerner un titre universitaire à leur entreprise. On sait comment les tentatives de légitimation académique de l'entreprise négationniste se sont poursuivies depuis lors, en particulier à Lyon.

Deuxième remarque : pourquoi les négationnistes ne nient-ils jamais le meurtre des 250 000 Tziganes, qui a été perpétré par les nazis dans les mêmes conditions que celles appliquées aux juifs ? On peut voir dans ce désintérêt, outre l'indifférence générale des Européens au sort des Tziganes, la preuve, en creux peut-on dire, de l'antisémitisme des négationnistes : ce ne sont que les juifs qui les intéressent, ce ne sont que les juifs dont il s'agit de faire la preuve qu'ils ne sont pas morts et qu'ils ont eux-mêmes organisé le complot « sioniste » d'après guerre en fabriquant de toutes pièces cette escroquerie gigantesque. D'où évidemment l'acharnement des négationnistes à détruire, si on peut dire, les chambres à gaz, parce qu'elles ont été la manifestation la plus frappante dans l'originalité, l'horreur et l'organisation technique de cette extermination des juifs, qui a fait dire au philosophe Adorno, et à tant d'autres après lui, qu'Auschwitz marquait une rupture radicale dans l'histoire du monde et de la conscience universelle.

Bien évidemment, le négationnisme a une histoire, qui procède par étapes successives qu'il est nécessaire de repérer dans le temps. **Première étape chronologique, plutôt une préhistoire**, qui montre que le négationnisme est d'une certaine façon une variante de ce que les nazis eux-mêmes avaient entrepris après avoir tenté de supprimer le plus grand nombre possible de juifs

vivants. En effet, à mesure que s'exécutait ce qu'ils appelaient « *la solution finale de la question juive* », deux vastes problèmes se sont posés à eux : faire disparaître les millions de cadavres obtenus et procéder à cette double liquidation – les vivants, puis les morts – aussi discrètement que le permettait une opération de cette envergure. C'est ainsi que les nazis masquèrent ou détruisirent autant qu'ils le purent toute preuve tangible de cette entreprise génocidaire, au fur et à mesure qu'elle se déroulait, que ce soit par la destruction totale des « petits » camps (Treblinka, Sobibor, Belzec), la destruction partielle des installations de gazage à Auschwitz ou le recours à l'Amtsprache – la langue administrative – qui faisait que dans la correspondance échangée par les fonctionnaires des différents services et échelons de l'administration nazie (il en faut du papier parfois pour tuer des êtres humains, des commandes de matériel, des factures, des échanges d'ordres, de réponses, de contre-ordres, etc.), dans cette correspondance donc, on n'appelait jamais un chat un chat et un meurtre un meurtre. On parlait, comme vous le savez, de transport vers l'Est, d'évacuation, de réinstallation, de nettoyage, de solution finale, etc.

Les nazis ont tout fait pour cacher leurs crimes, et les Alliés, de leur côté, n'ont pas fait grand chose pour y croire à temps. Certes, il y avait eu le précédent de la Première Guerre mondiale. Il est important de se représenter la brièveté de ce qu'on appelle à juste titre l'entre-deux-guerres. Or cette très grande proximité entre les deux conflits mondiaux faisait qu'on était encore échaudé en 1939 par les bobards de guerre qui avaient couru à propos de celle de 1914, les atrocités qu'on avait prêtées aux Allemands comme, par exemple, cette histoire des enfants qui auraient eu les mains coupées par les envahisseurs arrivant en Belgique. On n'allait donc pas se laisser avoir une deuxième fois par des bobards, circulant à propos des mêmes ennemis. Et puis il est vrai que le gazage, procédé inédit de meurtre collectif, était à proprement parler incroyable. Pas tout à fait inédit cependant, puisque, comme vous le savez, c'était déjà des gaz toxiques, du monoxyde de carbone, que les nazis avaient utilisé, à partir de janvier 1940, quand ils firent exterminer près de 70 000 malades mentaux allemands, considérés comme « *indignes de vie* ». Mais les évêques de Fribourg, Breslau, Munich et Berlin avaient protesté et ces protestations avaient mis fin à ces pratiques en août 1941. On notera que, dans le même temps, ces mêmes évêques appuyèrent fortement l'invasion de l'URSS par l'armée allemande, commencée le 22 juin 1941, et qu'ils célébrèrent dans cette opération une croisade contre le « *judéo-bolchévisme* ». On notera également qu'en bonne logique professionnelle, certains des cadres nazis (tels Christian Wirth ou Franz Stangl) qui avaient mené ce programme dit d'euthanasie furent mis à la tête des camps d'extermination installés en Pologne peu après. Mais des malades mentaux, tout comme des Tsiganes, les négationnistes n'en parlent pas. Ils ne s'intéressent décidément qu'aux seuls juifs.

Dès 1942, des témoins avaient averti les Alliés du génocide qui était en train d'être perpétré dans la Pologne occupée par les nazis. Les Américains étaient au courant de l'extermination des juifs, de nombreux documents le prouvent mais ces informations sur la mort en train de s'accomplir de ces juifs européens ont été étouffées par le Département de la guerre et un gouvernement américain peu soucieux, en bonne tradition eugéniste de quotas d'immigration, de voir débarquer sur son sol des centaines de milliers de réfugiés. Et ce n'est qu'à la fin de 1943 que, menacé par le scandale, Roosevelt a fini par prendre des mesures, mais des mesures si pusillanimes qu'en 1944 ce même Département de la guerre alla jusqu'à refuser à plusieurs reprises de bombarder les chambres à gaz et les voies ferrées du camp d'Auschwitz, alors que les avions américains avaient pour mission de bombarder sans relâche les usines allemandes toutes proches du camp. Dans ce que je viens d'évoquer jusqu'ici, on trouve déjà, me semble-t-il, un certain nombre de raisons de ne pas s'étonner outre mesure qu'une entreprise aussi incroyable, une extermination d'une telle ampleur et d'une telle organisation, précédée des bobards de l'autre guerre, du silence et de l'indifférence des Alliés, accompagnée de la destruction progressive par les criminels eux-

mêmes des preuves de cet incroyable, qu'un tel événement donc ait pu être nié de la façon dont nous parlons aujourd'hui.

Deuxième étape de l'histoire du négationnisme, l'époque des précurseurs, qui se manifestent en France et à l'étranger dans les premières décennies qui suivent la guerre mais qui, à l'époque, ne rencontrent aucunement l'audience, même relative, même complexe que le négationnisme connaît aujourd'hui. Entre autres parce que dans les années qui suivirent la guerre, le génocide était encore trop récent, peut-on dire, pour n'avoir pas eu lieu.

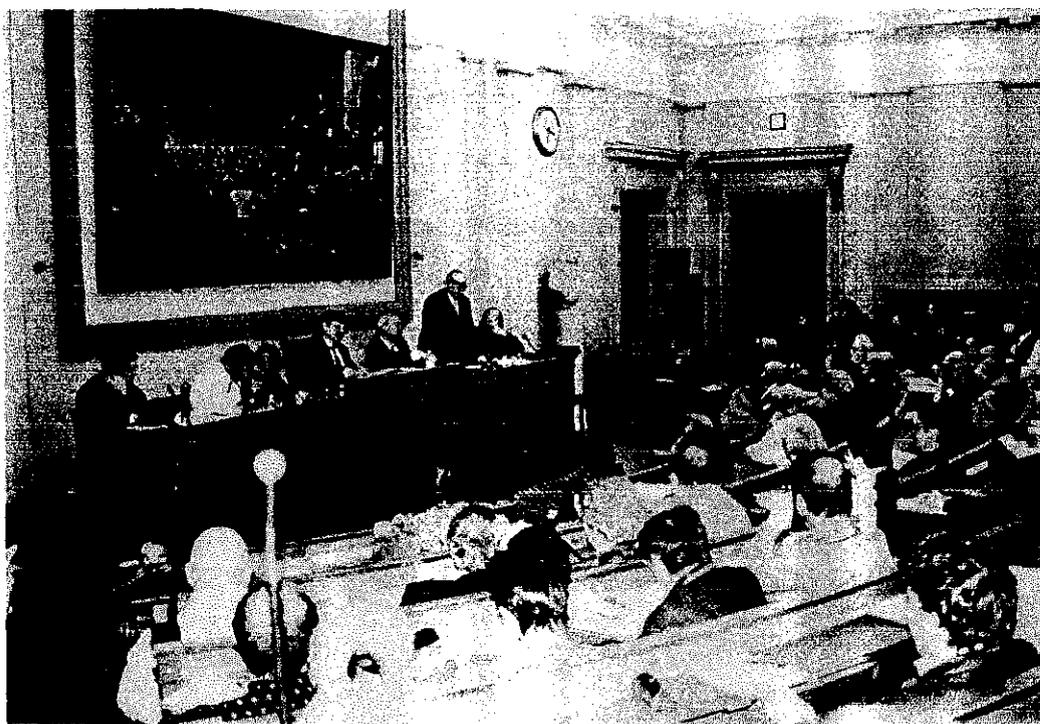
En France, les précurseurs du négationnisme ont été deux essentiellement : Maurice Bardèche et Paul Rassinier.

Bardèche, né au début du siècle et mort en 1998, était un spécialiste de la littérature française. Il était aussi le beau-frère de Robert Brasillach, l'écrivain collaborationniste et éditorialiste de *Je suis partout*, qui a été fusillé à la Libération. Bardèche a écrit lui-même que c'était l'exécution de son beau-frère qui avait fait de lui « *un animal politique* ». Il se met à publier dès 1947 des livres dans lesquels il s'efforce de blanchir les collaborateurs les plus engagés et de réhabiliter la collaboration d'Etat voulue par les hommes de Vichy. Pour cela, il cherche à démontrer que les crimes des nazis et de leurs auxiliaires français n'étaient en rien différents de ceux des Alliés lorsqu'ils bombardaient Dresde et Hiroshima. En effet, pour que le nazisme devienne historiquement supportable, pour travailler à la réhabilitation des collaborateurs, il lui fallait à toute force nier la différence entre crimes de guerre et crimes contre l'humanité, présenter comme injustes les jugements de Nuremberg et tenter de convaincre l'opinion que ce qui, précisément, faisait la spécificité des crimes nazis, à savoir l'assassinat programmé de millions d'êtres humains pour la seule raison qu'ils étaient nés juifs, que cette spécificité n'existait pas, que les camps d'extermination n'étaient donc qu'une invention des vainqueurs, une falsification de l'histoire.

En 1948, deux ans après le procès de Nuremberg, Bardèche, qui a alors 39 ans, publie un livre au titre éloquent, « *Nuremberg ou la Terre promise* ». C'est ce livre qui fait donc de lui, à côté de Paul Rassinier qu'il ne connaît pas encore, un précurseur de l'entreprise négationniste. Dès la toute première phrase de « *Nuremberg ou la Terre promise* », le ton est donné : « *Je ne prends pas la défense de l'Allemagne* », écrit Bardèche. Ce modèle de dénégation est aussitôt suivi d'un chapelet de dénonciations sur la « *falsification de l'histoire* » imposée depuis 1945 par les vainqueurs de la guerre, alors qu'« *ils se sont emparés de l'épée de Jéhovah et [qu']ils ont chassé l'Allemand des terres humaines* ». Ses envolées lyriques sont comme un écho aux parades de l'autre Nuremberg, celui d'avant la guerre : « *Que répondrons-nous aux Allemands quand l'un d'entre eux nous rappellera cette immense moisson de grandeur et de sacrifice que la jeune Allemagne a offerte de toutes ses forces, quand ces milliers d'épis si beaux nous seront présentés, devant la moisson nouvelle, que dirons-nous, nous complices des juges, complices du mensonge* ». A ces pâmoisons aryanophiles s'oppose chez Bardèche la plus meurtrière des indifférences antisémites : « *Les juifs sont originellement des étrangers, qui ont d'abord été admis dans notre pays avec prudence, puis en nombre de plus en plus grand à mesure que certains d'entre eux obtenaient de l'influence. En dépit de cette hospitalité qui leur était accordée* », ils n'ont pas hésité « *à entraîner notre pays dans une guerre désastreuse mais souhaitable, parce qu'elle était dirigée contre un ennemi de leur race* ». Ils « *nous ont divisés*, poursuit Bardèche dans ce livre de 1948, *ils ont réclamé le sang des meilleurs et des plus purs d'entre nous, et ils se sont réjouis et ils se réjouissent de nos morts. Cette guerre qu'ils ont voulue, ils nous ont donné le droit de dire qu'elle fut leur guerre et non la nôtre. Ils l'ont payée du prix dont on paie toutes les guerres. Nous avons le droit de ne pas compter leurs morts avec nos morts* ». Il ne craint pas non plus d'écrire dans ce livre qu'« *on a eu la bonne fortune de découvrir en janvier 1945 des camps de concentration dont personne n'avait entendu parler jusqu'alors et qui devinrent la preuve dont on avait précisément besoin, le flagrant délit à l'état pur, le crime contre l'humanité qui justifiait tout* ».

L'autre précurseur du négationnisme d'aujourd'hui s'appelle Paul Rassinier. Il est né en 1906 et

mort en 1967. Depuis qu'a paru, au mois de février 1999, la biographie de lui, que j'ai intitulée « Fabrication d'un antisémite », on m'a souvent posé la question suivante : mais pourquoi diable avez-vous passé tant d'années à étudier la vie de quelqu'un, Paul Rassinier, dont vous dites vous-même en ouverture de cette biographie qu'il était un homme sans intérêt ? Pourquoi donc avoir examiné tant d'archives, recherché et écouté tant de témoins, dépouillé tant d'organes de presse, confronté tant et tant de documents de toutes sortes – et écrit au bout du compte un aussi gros livre à propos de ce personnage, s'il était sans intérêt ? Il y a à cela au moins deux raisons. La raison de départ de cette longue aventure était que, ayant précédemment étudié l'émergence et le développement de l'entreprise négationniste en France, j'avais constaté que, tout en reconnaissant les mérites de Bardèche, les négationnistes, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui, qu'ils



opèrent en France ou ailleurs dans le monde, qu'ils soient d'extrême droite ou qu'ils viennent de l'extrême gauche, les négationnistes donc revendiquent presque tous Rassinier comme le père fondateur de leur entreprise. J'ai donc voulu aller voir de près qui était cet homme, militant de gauche qui en était venu à collaborer avec des fascistes déclarés ou d'anciens nazis nullement repentis et toujours actifs.

Ses états de service paraissent en effet nettement plus présentables que ceux de Bardèche, qui se revendiquait explicitement comme fasciste. La vie de Paul Rassinier se compose de deux périodes clairement distinctes. Et d'une très violente parenthèse. La première période dure deux fois plus longtemps que la seconde. Elle commence par sa naissance en 1906 dans le Territoire de Belfort et s'achève avec son départ définitif, en 1947, de ce Territoire, où elle s'est tout entière déroulée jusque-là. La parenthèse va du moment où il est arrêté à Belfort pour résistance à l'automne 1943 jusqu'à son retour de déportation au printemps 1945, après treize mois passés dans le camp de concentration de Dora. La seconde période de la vie de Rassinier dure vingt ans. Elle commence à son départ définitif de Belfort en 1947, se déroule successivement à Mâcon, Nice et enfin dans la banlieue parisienne, à Asnières, où il meurt en 1967 des séquelles de son

arrestation et de sa déportation.

Durant ces deux dernières décennies, 1947-1967, il a en fait tenté de régler des comptes avec ce qu'il a vécu au cours des quatre décennies précédentes. Il l'a fait notamment par ses livres. La plupart d'entre eux ont été publiés par des éditeurs d'extrême droite, Maurice Bardèche justement, Henry Coston, Fernand Sorlot. Or, le contenu de ces livres, sur lequel je reviendrai un peu plus loin, est précisément ce qui lui vaudra d'être considéré, après sa mort, comme le père fondateur de l'entreprise négationniste. La deuxième raison qui m'a conduite à entreprendre cette biographie de l'homme sans importance qu'était Rassinier, est que je voulais m'efforcer de comprendre comment se fabrique une pensée antisémite, de comprendre comment l'antisémitisme vient aux gens. Puisque décidément, quels que soient ses costumes et ses masques, quel que soit le degré de perversion de ses promoteurs ou le degré d'aveuglement de certains de leurs suiveurs, le négationnisme est tout bonnement l'expression la plus contemporaine de l'antisémitisme le plus éculé. Au cours des siècles, on a périodiquement accusé les juifs d'escroquerie et de manipulation. Mais l'accusation atteint des sommets avec l'entreprise négationniste – on l'a bien vu avec le credo de Faurisson lu tout à l'heure – puisqu'elle présente les juifs comme capables premièrement d'avoir inventé de toutes pièces une extermination, de la taille de celle qui a été perpétrée par les nazis et deuxièmement d'avoir ensuite extorqué des millions de marks aux Allemands à titre de réparations pour un meurtre collectif qui n'avait tout bonnement pas eu lieu ... Voilà pourquoi la vigilance est requise, me semble-t-il, face à l'entreprise négationniste qui, après des décennies d'accalmie, constitue aujourd'hui un des principaux instruments d'une nouvelle acclimatation possible de l'antisémitisme et qui peut, du même coup, en favoriser un éventuel nouveau développement.

Des historiens ont étudié, de manière fort éclairante, la dérive vers l'antisémitisme d'extrême droite de certains personnages d'envergure, de personnages importants. Je pense ici notamment au travail de Philippe Burrin sur Jacques Doriot. Rassinier, lui, n'était pas un personnage d'envergure. Il était un homme sans importance. C'est précisément cela qui m'a importé. Il était aussi, d'une certaine façon, un homme sans intérêt en effet. Et c'est donc précisément cela qui m'a intéressée. Ce que j'indique ici, au-delà du balancement commode entre les mots, c'est que je voulais décidément tenter de comprendre comment l'antisémitisme vient aux gens, à n'importe quels gens, à n'importe qui.

L'histoire de Paul Rassinier est celle d'un fils de paysan, né dans un tout petit département de l'est de la France au début du XX^e siècle, qui fut très tôt engagé dans le militantisme politique (il est membre du parti communiste à partir de 1923 puis du parti socialiste à partir de 1934). Cet homme s'est fabriqué tout au long d'un certain nombre d'événements et de courants essentiels, qui ont façonné l'histoire française et européenne de la première moitié de ce siècle puis considérablement marqué la seconde moitié : la faillite du mouvement ouvrier face à l'« Union sacrée » en 1914, la Première Guerre mondiale, la révolution russe d'octobre 1917, la rupture au sein de la gauche et la naissance du parti communiste, le stalinisme, la montée du fascisme, le pacifisme des années trente, l'arrivée de Hitler au pouvoir, la Seconde Guerre mondiale, la défaite de 1940, le gouvernement de Vichy, la collaboration, la Résistance, la déportation, les persécutions antisémites, le génocide. Ces événements, ces courants, cette histoire, Rassinier les a traversés d'une manière spécifique puisque tant et tant d'autres ayant vécu la même époque, connu les mêmes courants, assisté ou participé aux mêmes événements, ne sont devenus ni antisémites en général ni négationnistes en particulier. Mais la conviction qui n'a cessé de m'animer tout au long de ce long travail était que l'étude la plus minutieuse, la plus monographique du plus singulier pouvait contribuer à éclairer des mécanismes de portée universelle.

Rassinier était avant tout un militant. Il a été successivement membre du Parti communiste (de 1923 à 1932), puis du Parti socialiste (de 1934 à 1951), et enfin membre de la Fédération

anarchiste (de 1953 à 1961). A travers ces engagements militants successifs, on note chez lui une constante absolue : le pacifisme, le pacifisme à tout prix, ce qu'on a appelé le pacifisme intégral. Au sein de la SFIO, il est absolument munichois en septembre 1938. Et en pleine occupation, au printemps de 1942, dans un article publié par un mensuel de la collaboration animé par d'anciens socialistes tout aussi pacifistes que lui, il dénonce encore ce qu'il appelle « *l'absurde guerre de 39* ». Cet article, intitulé « Charles Péguy nous avait prévenus », pousse la distorsion des textes, en l'occurrence de l'essai « Notre Jeunesse » de Péguy (1910), jusqu'à faire de Péguy un antidreyfusard – ce qui est tout de même un comble quand on se rappelle l'engagement précoce et intense de l'auteur de « Notre Jeunesse » dans la défense du capitaine Dreyfus, et quand on sait que Péguy ne cesse de répéter, passionnément, tout au long de son essai, que, dans l'héroïsme de la « *mystique républicaine* », l'affaire Dreyfus aura été « *le dernier sursaut, le soubresaut suprême de cet héroïsme et de cette mystique, sursaut héroïque entre tous* ». Malgré son pacifisme, Rassinier fait partie d'un groupe de résistants belfortains au sein du mouvement Libération-Nord en 1943. Mais pacifiste jusqu'au bout, il s'y montre constamment hostile à toute action armée. Il s'y préoccupe aussi beaucoup de son avenir politique personnel. Au cours de ma

recherche, j'ai découvert par hasard aux Archives Nationales, dans les archives du parti socialiste, une lettre manuscrite de Rassinier, datée du 1^{er} novembre 1943, adressée à un résistant socialiste parisien. Avec une inconscience qui fait frémir, lorsqu'on sait ce que représentaient les risques d'ouverture du courrier à cette époque, loin d'utiliser un pseudonyme, il signe cette lettre de son nom, parfaitement lisible. Et il y marque aussi le nom d'un grand nombre de résistants belfortains ou de sympathisants, dans une sorte

***Après des décennies d'accalmie,
l'entreprise négationniste constitue
aujourd'hui un des principaux
instruments d'une nouvelle acclimatation
possible de l'antisémitisme et qui peut,
du même coup, en favoriser
un éventuel nouveau développement.***

d'organigramme fantasmagorique de son département tel qu'il l'imagine pour les lendemains de la victoire. Dans cet organigramme, un nom, si on peut dire, revient à trois reprises : « *moi-même* ». Rassinier en effet se voit déjà, tout à la fois, délégué politique du mouvement Libération, délégué du même mouvement au comité départemental de libération et commissaire à la République du nouveau département. Cette lettre date donc du 1^{er} novembre 1943, mais le 30 du même mois, Rassinier est arrêté. Déporté en Allemagne en janvier 1944, après deux mois à Buchenwald, il passe treize mois dans le camp de concentration de Dora. Il en revient au printemps 1945. Bien que gravement atteint par les séquelles de son arrestation et de sa déportation – un de ses reins ne fonctionne plus, il ne peut plus reprendre son métier d'instituteur alors qu'il n'a que 39 ans, et il est mis bientôt à la retraite anticipée –, il reprend aussitôt à Belfort la vie politique, militante et électorale, qui n'avait pas cessé d'être la sienne avant la guerre. Rassinier est alors le secrétaire de la Fédération socialiste du Territoire de Belfort. A peine est-il nommé (et non élu) député socialiste à la fin de l'été 1946 qu'il perd la députation face à une alliance des communistes locaux et du maire de Belfort, le radical Pierre Dreyfus-Schmidt. Cette cuisante défaite survient alors même que, pour la première fois de sa longue vie de militant politique, il détenait enfin un mandat électif, une reconnaissance, une légitimité.

Or, c'est des semaines précédant cet échec annoncé que datent les premières manifestations publiques d'antisémitisme chez Rassinier – si on laisse de côté ses élucubrations au sujet de Péguy en 1942. « *Au lendemain de la Libération*, écrit-il en effet le 4 octobre 1946 dans l'organe de la SFIO du Territoire de Belfort, dont il est le rédacteur en chef, *le parti socialiste apparaissait aux yeux de tous comme étant le premier et le plus fort parti de gauche dans le Territoire, et il ne pouvait*

plus se contenter du bout de table que, comme on jette un os à un chien fidèle, le parti radical (le parti du maire de Belfort, Pierre Dreyfus-Schmidt) lui avait tout de même laissé au banquet de la vie politique. Les choses étaient faciles à arranger [...] nous aurions vu d'un bon œil un arrangement qui eût donné la mairie aux socialistes et la députation aux radicaux ou vice et versa. Au lieu de cela, que commandait le bon sens, le sieur Dreyfus s'est réfugié dans des maquignonnages avec les margoulins de la résistance et de l'épuration. Dreyfus continue coléreusement à tout vouloir : le Conseil de la République, c'est encore pour lui ! Comment voulez-vous que, dans ces conditions, toutes les possibilités d'entente ne s'évanouissent pas ! Il y a des gens qui sont comme ça. Nés dans "la bedite gommerce", ils en ont conservé l'âpreté au gain et les autres habitudes dans la politique. Ils ne sont pas des militants, ils sont des politiciens ambitieux qui se croient retors et ils font de la politique comme leurs parents vendaient des tissus. Naturellement, il leur arrive de tomber sur un os. C'est le cas de Dreyfus : il a tout voulu, il n'aura rien, nous le dépouillerons progressivement de tout ».

Voilà. Certains mots ont été écrits. Un seuil a été franchi. Dreyfus-Schmidt, d'adversaire singulier, est devenu pluriel, de ceux qui « *sont comme ça* », nés avec l'âpreté au gain de leurs parents et chez qui l'essence précède l'existence. Cet article d'octobre 1946 est suivi d'autres attaques, en rafale. Et Rassinier est en effet battu par Dreyfus-Schmidt. A peine quelques mois plus tard, il quitte pour toujours ce Territoire de Belfort où il avait constamment vécu depuis sa naissance en 1906. Et ce n'est que lorsqu'il quitte en 1947 pour toujours son territoire de toujours qu'il se met véritablement à régler ses comptes. Il le fait durant vingt ans. Jusqu'à sa mort en 1967. Eût-il vécu vingt ans de plus, il l'aurait fait vingt ans de plus. Les comptes non réglés là où ils devaient l'être se transforment en ressentiment. Le sien était désormais inextinguible. Il ne connaîtrait plus de frontières, ni dans l'espace ni dans le temps. A peine avait-il enfin reçu une légitimation, avec son titre de député, qu'elle lui avait été retirée. Les mots qui étaient venus alors aussitôt sous sa plume, en 1946 pourtant, dans un journal socialiste pourtant, le disaient assez : tout était en place. Paul Rassinier était prêt à entrer dans l'armée innombrable de ceux qui font des juifs un territoire fantasmagorique sur lequel déplacer et concentrer leur ressentiment. On le voit notamment dans les livres qu'il a publiés, qui sont tout entiers remplis de ces règlements de comptes avec sa vie belfortaine, avec ses engagements politiques successifs, avec ses échecs répétés, avec l'incapacité où il a été de se faire reconnaître par les autres alors que son besoin d'être reconnu, légitimé était d'une intensité plus grande encore que son besoin d'en découdre. Or ses livres sont précisément ce qui a fait de lui, après sa mort, le père fondateur revendiqué par les négationnistes. Après sa mort, c'est-à-dire qu'il n'aura pas connu la satisfaction d'être enfin reconnu. De ses livres je ne mentionnerai ici, faute de temps, que le dernier, qui a bien failli être posthume, puisqu'il a paru quelques semaines seulement avant sa mort. Plusieurs de ses livres antérieurs avaient été publiés par des éditeurs d'extrême droite, Henry Coston et Maurice Bardèche. Celui-ci, le tout dernier, est publié par un éditeur de la collaboration, Fernand Sorlot, qui s'était fait connaître dès 1934 pour avoir publié une traduction française de « *Mein Kampf* ». La thèse exposée dans le dernier livre de Rassinier est tout entière dans son titre : « *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale* ». Tous responsables. Le traité de Versailles, Roosevelt, Churchill, les socialistes. Derrière eux, toujours, partout, les juifs. En effet, « *dès son élection, écrit Rassinier, le Président Roosevelt accepta, tacitement d'abord, puis ouvertement dans la suite, tous les postulats de la politique juive. Peut-être le doit-on au fait qu'il était un grand malade et que sa maladie le plaçait dans la dépendance à peu près totale de sa femme, plus farouchement encore que lui acquiesce à la cause des juifs, politiquement inculte, visiblement survoltée et dont Ribbentrop, (celui-là même qui avait été condamné à mort par le tribunal de Nuremberg), pouvait dire qu'elle n'était qu'une "mégère"* ». Rassinier parlant de Churchill mentionne également « *l'influence que sa femme et son entourage juif exerçaient sur lui* ». Dans la France de l'avant-guerre, « *il est symptomatique de voir que, notamment au parti socialiste, ce n'est pas en fonction des propositions de Hitler sur le désarmement ou le réarme-*

ment [...] qu'on se prononça mais en fonction de sa politique générale et, plus particulièrement, à l'égard des Juifs qui étaient très nombreux et très influents en son sein ». Des accords de Munich de septembre 1938, « tant décriés, dit-il, depuis la fin de la guerre », Rassinier écrit qu'« ils rétablirent la justice en Europe centrale, en redonnant à l'Allemagne des territoires et des populations qui n'auraient jamais dû en être séparés ». Quant à Hitler, il a essayé jusqu'au bout d'empêcher la guerre. L'invasion de la Pologne, il « a ordonné qu'on la prépare de telle façon qu'à tout moment les ordres de marche puissent être stoppés jusqu'à la dernière minute » et « il ne comprend pas que l'Angleterre dont il n'a jamais cessé de rechercher l'amitié soit à ce point dressée contre lui ». Auparavant, « prenant acte de cette doctrine [national-socialiste] qui soustrayait un peuple de soixante-dix millions d'habitants [les



OR

Allemands] à leur marché financier, tous les Juifs du monde, au lieu de rechercher un compromis d'autant plus aisé à trouver que Hitler en recherchait un, passionnèrent le débat ». Rassinier mourut quelques semaines après la parution de ces « Responsables de la Seconde Guerre mondiale ». La dénonciation répétée des juifs auteurs de guerre dans l'ouvrage de ce pacifiste intégral permet peut-être d'imaginer ce qu'eût été le contenu de l'« Histoire de l'État d'Israël » annoncée en deuxième de couverture. Trois ans avant sa mort, en 1964, Rassinier avait intenté un procès en diffamation à la LICA, dont l'organe de presse, « Le droit de vivre », avait rapporté les accusations d'anciens résistants selon lesquels Rassinier était un « agent de l'internationale nazie ». Et pourtant Rassinier était déjà allé faire, en 1960, une tournée de conférences en Allemagne et en Autriche, organisée par un ancien SS, Karl-Heinz Priester, devenu son éditeur outre-Rhin. Et pourtant, au moment même où il intentait ce procès, en 1964, Rassinier était en correspondance étroite pour faire connaître ses livres et se faire enfin reconnaître quelque part, avec d'une part Maurice Bardèche et d'autre part un nazi, Johann von Leers, qui, dans l'Allemagne du III^e Reich, avait été l'adjoint de Goebbels à la Propagande. Cette correspondance, je l'ai découverte en 1990 dans les archives de Maurice Bardèche, que celui-ci m'avait autorisée à consulter. Après 1945, Johann von Leers s'était réfugié dans l'Argentine de Juan Peron, puis, à la chute de Peron en 1955, dans l'Egypte de Nasser, où il se convertit à l'Islam, change son nom en Omar Amin et

anime la section « Etranger » de la direction nationale de l'Information, ce qui fait de lui le responsable de la propagande antisémite égyptienne. Von Leers explique d'ailleurs à un journaliste canadien en 1956 : « *Nasser est mieux qu'Hitler, car Hitler désirait tout achever pendant son existence alors que Nasser est décidé à prendre son temps* ». Quant il écrit à Bardèche ou à Rassinier, l'ancien adjoint de Goebbels signe ses lettres d'un « *Omar Amin von Leers* » du meilleur effet. Ainsi, alors même qu'il collabore activement avec d'anciens nazis nullement repentis, Priester et von Leers notamment, Rassinier poursuit en diffamation ceux qui osent le traiter d'agent de l'internationale nazie. Il perd son procès en octobre 1964. Les résistants ne savaient pas combien avaient été fondés leurs soupçons et directs les contacts entre Rassinier et von Leers. Une partie de la correspondance de Rassinier continuerait de dormir longtemps encore dans le silence des archives de Maurice Bardèche. Et le processus par lequel il avait suffi, fort banalement, à Rassinier de se défendre en attaquant et de protester de son inaltérable socialisme pour que d'autres le croient et le proclament avait encore de beaux jours devant lui. Ainsi, par exemple, il écrit en 1960 à un ancien déporté : « *Je suis un socialiste, Monsieur. Bien qu'assez peu mêlé aux luttes politiques, j'ai derrière moi près de 40 ans de comportement socialiste* ». Rassinier écrit cette lettre au mois de mai 1960. Or c'est durant les deux mois précédents qu'il a entrepris sa tournée de conférence en Allemagne et en Autriche sous la conduite de l'ancien SS Priester.

Mais les écrits de Rassinier et ceux de Bardèche ne rencontrent que très peu d'écho. Rassinier meurt en juillet 1967, le mois qui suit la Guerre des Six jours, guerre qui lui a inspiré le dernier de ses innombrables articles de dénonciation, publié dans la revue de Bardèche, « Défense de l'Occident », dans lequel il s'en prend une nouvelle et dernière fois au pouvoir économique des juifs et à l'Etat d'Israël qui est selon lui « *sans aucun doute, l'état le plus rétrograde du monde* ».

On a vu ce qu'étaient les « *conclusions* » de Robert Faurisson. Maurice Bardèche, pionnier en la matière s'il en fut, publia Faurisson en juin 1978 dans sa revue, « Défense de l'Occident », qui, durant la précédente décennie, avait accueilli Paul Rassinier. Les temps avaient en effet changé depuis l'époque des efforts conjoints de Bardèche et de Rassinier, offrant aux négationnistes français une réceptivité autrement plus grande. On arrivait ainsi à **une nouvelle étape de l'histoire du négationnisme en France**. La fin de l'année 1978 se révéla particulièrement chargée, et propice à Faurisson. « L'Express » publia en effet sous un titre choc – « *A Auschwitz on n'a gazé que les poux* » – un entretien avec Louis Darquier autoproclamé « de Pellepoix ». Vivant en Espagne, cet octogénaire grabataire n'avait rien perdu de son antisémitisme, tel qu'il s'était notamment exercé, de mai 1942 à février 1944, à la tête du commissariat général aux Questions juives de Vichy. Il expliquait dans cet entretien que les juifs « *avaient voulu la guerre* », qu'« *il n'y a pas eu de génocide* », que « *la solution finale est une invention pure et simple* », entretenue par « *cette satanée propagande juive* », qui « *a toujours été fondée sur le mensonge* », que « *les Juifs sont toujours prêts à tout pour qu'on parle d'eux, pour se rendre intéressants, pour se faire plaindre* » et qu'après la guerre ils « *ont fabriqué des faux par milliers* » et qu'« *ils ont intoxiqué la terre entière avec ces faux* ». Il précisait : « *Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux* ». L'émotion soulevée en France par les déclarations de Darquier fut très importante. Mais pour Faurisson, ces déclarations furent une aubaine. Aussitôt, il adressa une lettre à plusieurs journaux : « *J'espère que certains des propos que le journaliste Philippe Ganier-Raymond vient de prêter à Louis Darquier de Pellepoix amèneront le grand public à découvrir que les prétendus massacres en "chambres à gaz" et le prétendu "génocide" sont un seul et même mensonge.* » Une aubaine car « Le Matin » publia dès le 1^{er} novembre cette lettre de Faurisson. Le mois suivant, ce fut au tour de la rédaction du « Monde » de rendre publiques les dénonciations faurissonniennes. Elle le fit en publiant sur une demi-page un article de Faurisson, contrecarré sur la même page et le lendemain par plusieurs réfutations, mais en assortissant sa propre décision d'un commentaire qui disait – « *M. Robert Faurisson a, dans une certaine mesure,*

réussi » – et qui posait donc à lui seul l'épineuse question des choix et de la responsabilité de la presse. Le négationnisme devenait une affaire publique. La France n'avait certes pas le monopole d'une telle entreprise. Celle-ci se développait dans le même temps ailleurs en Europe, et dans le monde. Mais une caractéristique française du négationnisme tient au fait que les premiers adeptes de Faurisson, au début des années quatre-vingt, ne viennent pas de l'extrême droite, comme on aurait pu s'y attendre et comme c'était le cas ailleurs. C'est une poignée de doctrinaires d'extrême gauche se réclamant du marxisme qui mettent aussitôt leur pratique de la dialectique au service de l'universitaire lyonnais. Ils sont emmenés par deux hommes, Pierre Guillaume et Serge Thion, nés l'un et l'autre durant la Seconde Guerre mondiale. Le premier vendait jusque-là livres et brochures d'extrême gauche dans sa librairie du Quartier latin. Divine surprise pour lui que la découverte de l'existence de Faurisson, à la lecture du « Monde » à la fin décembre 1978. Aussitôt, Guillaume fonde dès 1979, pour republier l'œuvre de Rassinier, une maison d'édition prétendument révolutionnaire, « La Vieille Taupe », dans laquelle Serge Thion se charge plus particulièrement de présenter les thèses de Faurisson. Il le fait dans un livre qui reprend explicitement le titre que Rassinier avait donné à sa tournée de conférences organisée par le SS

***Pour une partie de la gauche,
protester contre une politique israélienne
d'expansion, défendre les droits des Palestiniens,
soutenir leur revendication d'un État n'entraîne pas,
ni sur le moment ni par la suite, le moindre dérapage
antisémite, aussi chargé, ancien et inextricable
que semblait le conflit israélo-palestinien.
Chez d'autres, cependant, la modification du regard
déboucha, plus ou moins vite,
sur de véritables révisions.***

Priester, « Vérité historique ou vérité politique ? » Divine surprise en effet parce que, avec son article paru dans « Le Monde », Faurisson venait en effet de révéler à ses nouveaux amis médués qu'Auschwitz était un mythe. Les chambres à gaz n'avaient pas existé. Le génocide n'avait pas eu lieu. Les juifs avaient inventé toute cette histoire pour escroquer les Allemands au bénéfice d'Israël. La révélation était de taille. Mais, de même que le « socialiste » Rassinier n'avait pas été arrêté

dans son combat par le fait de le mener en collaboration avec des Bardèche, Priester et von Leers, de même les « révolutionnaires » Guillaume et Thion n'ont-ils pas été arrêtés par les « conclusions » de Faurisson, que je vous ai lues en commençant cette conférence, version contemporaine et dont vous avez vu qu'elle était pourtant flagrante des dénonciations antisémites séculaires du complot juif mondial et autres « Protocoles des Sages de Sion ». Durant les premières années de leur nouvel engagement, ces doctrinaires de la « Vieille Taupe » se défendaient d'ailleurs des accusations d'antisémitisme en prétendant n'être animés dans cet engagement que du désir de lutter contre l'impérialisme « sioniste ». A sa façon, certes bien particulière et paroxystique, cette prétention procédait en fait aussi d'une modification du regard porté sur les juifs dans la gauche française après la Seconde Guerre mondiale. Et c'est avec la victoire militaire des Israéliens lors de la guerre des Six-Jours de juin 1967, quelques semaines avant la mort de Rassinier, que cette modification se radicalisa. Il y eut là comme un test, dont on ne mesura dans l'instant ni l'enjeu ni l'ampleur. Pour une partie de la gauche, protester contre une politique israélienne d'expansion, défendre les droits des Palestiniens, soutenir leur revendication d'un État n'entraîne pas, ni sur le moment ni par la suite, le moindre dérapage antisémite, aussi chargé, ancien et inextricable que semblait le conflit israélo-palestinien. Chez d'autres, cependant, la modification du regard déboucha, plus ou moins vite, sur de véritables révisions. Il y avait en somme pour eux

deux images, violemment contradictoires. Celle de rescapés du plus effroyable des massacres, trouvant enfin un pays - Israël - où vivre en paix et libres d'être juifs. Et celle d'agents « sionistes » de l'impérialisme américain, persécutant les Palestiniens. Cette guerre des Six-Jours permit ainsi à un certain nombre de gens de ne plus voir bientôt que des bourreaux dans les anciennes victimes, des oppresseurs dans les anciens opprimés et, luxe inouï, elle autorisait l'inversion suprême, traiter des juifs de nazis. Pour une poignée de gens au sein de l'extrême gauche française, les « conclusions » de Faurisson arrivèrent à point nommé. Mais aussi soutenue qu'elle ait été, la stratégie de la « Vieille Taupe » ne pouvait pas tout à fait, à elle seule, sortir le négationnisme de la confidentialité. Or Pierre Guillaume et Serge Thion, à la différence de Rassinier avant eux, ont bénéficié d'une forte émergence de l'extrême droite.

Nouvelle étape de l'histoire du négationnisme en France. Leur meilleur allié et propagandiste a été en effet sans conteste le leader du Front national, Jean-Marie Le Pen, exploitant ponctuellement leur entreprise (voir les déclarations sur « *le point de détail* » et « *Durafour crématoire* ») au profit de sa propre stratégie d'occupation du terrain politique. Dès lors, la dérive fascisante des négationnistes allait se poursuivre dans un climat plus réceptif. Mais l'émotion est vive au printemps 1996 dans le pays quand on apprend que l'homme-le-plus-aimé-des-Français, l'abbé Pierre, vient d'apporter sa caution, au soir de sa vie, au nom de l'amitié, au collage antisémite publié sous le titre « Les Mythes fondateurs de la politique israélienne », écrit au soir de la sienne par Roger Garaudy. Tous deux ont en effet quatre-vingt-trois ans lorsque ce livre paraît en « samizdat » au mois d'avril 1996. Ce livre est qualifié d'« *anthologie de l'hérésie sioniste* » par Garaudy lui-même lors de la conférence de presse qui lance cette parution, au cours de laquelle il fait sensation en donnant lecture de la lettre de soutien qu'il vient de recevoir de l'abbé Pierre. Roger Garaudy, d'abord chrétien, puis membre du bureau politique du Parti communiste français, chantre de l'orthodoxie stalinienne jusqu'en 1970, Roger Garaudy était (re)devenu chrétien en 1970 jusqu'à ce que, jugeant que le christianisme « *relaie une certaine idéologie sioniste* », il décide finalement, en 1983, de se convertir à l'islam. Ce qui rappelle fortement ce que disait von Leers, l'ancien adjoint de Goebbels, expliquant en 1960 que s'il s'est converti à l'islam c'est parce qu'il a « *vu que les Églises Chrétiennes ont fait alliance avec les Juifs Sionistes* ». Poursuivant son périple, Roger Garaudy siégeait, en 1991 et en 1995, au colloque annuel du GRECE, le Groupement de recherche pour la civilisation européenne, émanation de la « *nouvelle droite* ». Et dans la librairie du Quartier latin qui le diffusait au printemps 1996, son livre « Les Mythes fondateurs de la politique israélienne » était exposé en vitrine à côté d'un ouvrage à la couverture rouge sang et au titre tout académique : « Critique de la raison juive ». Dans la lettre de soutien à son « *très cher Roger* » que Garaudy rend publique lors de sa conférence de presse, l'abbé Pierre explique une de ses « *convictions relative à la portion juive de l'univers humain* ». Il raconte : « *Tout a commencé pour moi dans le choc horrible qui m'a saisi lorsque, après des années d'études théologiques, reprenant pour mon compte un peu d'études bibliques, j'ai découvert le livre de Josué. Déjà un trouble très grave m'avait saisi en voyant, peu avant, Moïse apportant des "Tables de la loi" qui enfin disaient : "Tu ne tueras pas", [Moïse] voyant le Veau d'or, ordonner le massacre de 3000 gens de son peuple. Mais avec Josué je découvrais (certes conté des siècles après l'événement) comment se réalisa une véritable "Shoah" sur toute vie existant sur la "Terre promise".* » Ce soutien de l'abbé Pierre à Garaudy fit scandale et fut peut-être cause du fait que quelques mois plus tard, lors d'un sondage effectué en septembre 1996, l'inamovible abbé Pierre, jusque-là indétrôné dans le cœur de ses concitoyens, se retrouva en deuxième position, derrière le tout aussi inamovible commandant Cousteau. Il y avait là quelques beaux thèmes de réflexion, au choix, sur les amitiés indéfectibles, le naufrage de la vieillesse ou sur l'intolérable judéité originelle du Fils de Dieu. Ce fut d'ailleurs dans une église que la dérive négationniste d'extrême gauche connut, si l'on peut dire, un point d'orgue. Le 12 septembre 1998 en effet, en l'église parisienne de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, confisquée

depuis de nombreuses années par des catholiques intégristes, une messe en latin était célébrée à la mémoire de Bardèche, mort quelques semaines plus tôt, le 30 juillet. Jean-Marie Le Pen avait fait parvenir un hommage au défunt, en qui il saluait « un historien d'avant-garde » et « le prophète d'une renaissance européenne ». Dans l'assistance, où se côtoyaient plusieurs générations, fleurons et anonymes, de l'extrême droite française, on remarquait la présence de Pierre Guillaume. Ainsi, en vingt ans, celui-ci avait parcouru la courte distance qui séparait sa petite librairie d'extrême gauche des alentours du Panthéon de l'église intégriste du quartier Maubert. Il est vrai qu'à la messe dite ce jour-là en l'honneur de Bardèche se trouvaient aussi Pierre Sidos et Henry Coston. En somme, présents en esprit pour l'un, par le corps pour les trois autres, c'étaient, à l'exception de Fernand Sorlot, tous les éditeurs français de Paul Rassinier qui, trente ans après sa mort, vingt ans après l'émergence de son disciple Faurisson, étaient réunis en ce 15 septembre 1998 à Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

La sixième étape de l'histoire du négationnisme est celle qui se déroule en ce moment, caractérisée par le recours de plus en plus massif au nouveau moyen de diffusion de la vérité face aux mensonges « sionistes » : Internet. En effet, de nouveaux communiqués et autres documents sont en permanence émis sur Internet, notamment sur un site, « Radio Islam », qui est hébergé sur le serveur d'une American Islam Society qui fédère un très grand nombre de productions antisémites et négationnistes. On y trouve ainsi notamment, le « Nuremberg ou la Terre promise » de Bardèche, les « Protocoles des Sages de Sion » en plusieurs langues, des « caricatures politiques » lourdement antisémites, le site du parti russe ultranationaliste Pamyat ou une rubrique consacrée aux discours antisémites de l'Américain Farrakhan. On y trouve aussi de nombreux textes de Rassinier, dont les négationnistes disent bien sur leur site qu'il « est, d'une certaine façon, notre ancêtre direct ». A propos de son dernier livre, « Les responsables de la Deuxième Guerre mondiale », dont je vous ai lu quelques extraits tout à l'heure, ses disciples internautes écrivaient l'été dernier : « C'est un livre qu'il faut absolument lire parce qu'il éclaire l'histoire de notre temps plus qu'aucun autre de l'auteur et qu'il annonce ce que les historiens diront dans cent ans, lorsqu'ils ne seront plus tenus par les cris d'orfraie des "survivants" et la dictature de la mémoire des morts ». Michel Foucault écrivit un jour que « les identités se définissent par des trajectoires ». La trajectoire de Rassinier l'avait bien montré, celle de ses disciples depuis vingt ans le montre tout autant : il est rare que quelqu'un revienne de dérives de cette sorte, entamées bien avant d'être visibles, poussées par des ressentiments anciens mais demeurés imperceptibles jusqu'à ce qu'une cause, telle que la cause antisémite, mobilise corps et âme ceux qui y trouvent enfin la vérité qu'ils cherchaient.

Lyon et le négationnisme

Claude Burgelin
professeur à l'université de Lyon II

J'enseigne depuis trente-cinq ans à l'Université de Lyon. C'est à partir de cette expérience et de ce terrain que je voudrais aborder la question du négationnisme. En effet, le négationnisme semble avoir eu comme zone centrale de diffusion Lyon et comme épicerie l'université lyonnaise – singulièrement l'université Lyon III. Evoquant Lyon et sa région, cela m'amènera aussi à faire quelques rapprochements avec les événements de 1998 : l'alliance du démocrate-chrétien Millon avec le Front national pour garder la maîtrise de la Région Rhône-Alpes (situation qui fait évidemment écho avec l'actuelle situation politique en Autriche).



Pourquoi les brandons négationnistes ont-ils pu s'allumer à partir du foyer lyonnais ? Bien sûr, le négationnisme n'est pas *stricto sensu* un produit de l'histoire culturelle lyonnaise. Mais c'est un greffon qui a pu trouver dans ce terreau de quoi nourrir sa croissance – ou, pour prendre une autre image, c'est un parasite qui a eu dans cette zone de quoi se fixer et prospérer.

Le négationnisme à Lyon, c'est pour commencer une succession d'affaires, sur vingt ans, et d'épisodes scandaleux qui peuvent à des yeux un peu myopes paraître sans lien.

Tout commence il y a un peu plus de vingt ans avec le scandale Faurisson. Robert Faurisson, maître de conférences à l'université Paris III, est nommé en 1973 professeur à l'université Lyon II (cela de façon non vraiment conforme aux vœux de la commission de spécialistes chargée de l'élection). Il réside à Vichy et vient enseigner à Lyon. Il est alors perçu par le milieu universitaire comme un original plutôt hurluberlu (avec des thèses provocatrices concernant l'interprétation de Rimbaud et de Lautréamont). Il affiche ce que l'on considère en un premier temps comme de simples manies – l'exégèse de documents historiques –, des lubies, voire des points de vue critiques pas nécessairement aberrants (il propose des cours sur Victor Serge ou encore s'acharne à montrer, ce qui n'est point inexact, que le journal d'Anne Frank a été l'objet

de retouches de la part de son père). Le scandale éclate en 1978 quand s'ébruitent les publications de Faurisson (qui n'ont d'abord été que des lettres aux journaux), notamment un article de « Défense de l'Occident » niant l'existence des chambres à gaz. La presse commence à diriger les projecteurs sur la personne et les propos de Faurisson. Des étudiants – en particulier ceux de l'Union des étudiants juifs de France – envoient des commandos dans ses cours. Le ministère des Universités (c'est le temps d'Alice Saunier-Séité ...) se montre d'une grande inertie. L'université Lyon II suspend Faurisson et obtient qu'il soit muté au Télé-enseignement où il terminera sa carrière quinze ans après (gardant un statut d'enseignant détaché et payé comme tel). De bonne foi, les universitaires lyonnais ont pu croire, comme beaucoup, qu'une fois Faurisson mis hors d'état de nuire par son enseignement, la question de ce qu'on appelait alors le « révisionnisme » était grosso modo réglée tellement paraissaient aberrantes de telles affirmations.

De fait, la flambée négationniste ne faisait que commencer. Il y eut ensuite en 1985 l'affaire de Nantes, où fut soutenue une thèse négationniste (la thèse d'Henri Roques) avec, au jury, deux enseignants de Lyon (un de Lyon III et un enseignant associé de Lyon II, prêtre et autonomiste alsacien...). A Lyon III, un Tunisien, M. Bdioui soutient, dans le département d'arabe, une thèse qui contient également des propos négationnistes. Le scandale le plus éclatant est en 1989 l'affaire Nottin : ce jeune économiste de l'université Lyon III publie dans une revue scientifique un article outrageusement antisémite et négationniste. Son université de rattachement pratique alors la politique de l'autruche et garde le silence. Il faudra les propos vigoureux de Michel Noir, alors maire de Lyon, sur les falsificateurs de l'histoire, assortis d'interpellations directes aux responsables de Lyon III, pour qu'enfin des sanctions soient prises.

La dernière affaire est le scandale créé par les travaux universitaires et les publications d'un jeune « chercheur », si l'on ose dire, Jean Plantin. Etudiant en maîtrise, il soutient à Lyon III un mémoire sur Rassinier, puis à Lyon II un mémoire de DEA sur le typhus exanthématique dans les camps, obtenant à chaque fois une validation – certes accordée du bout des doigts, avec une note médiocre, mais une validation néanmoins – pour des travaux d'inspiration insidieusement négationniste. Depuis, Jean Plantin anime une publication, *Akribeia* (en grec, « exactitude » ...), dont la thématique centrale est le négationnisme.

Une série d'affaires, de cas, d'histoires mettent en relief des aberrations individuelles... Mais qui ont toutes en commun de se dérouler à Lyon ou à partir de Lyon. Certes, le hasard y a sa part. Reste que cette ville qui fut capitale de la Résistance fut aussi, par son histoire (une histoire qui remonte loin, peut-être dès la Révolution française) en singulière adéquation avec ce qu'a pu représenter le régime de Vichy. Les élites bourgeoises de cette cité de commerçants, de gens de robe et de médecins, soucieuse de ses particularismes et de ses enracinements, ont fait de Lyon une ville défiante à l'égard de Paris, des intellectuels, des interférences culturelles, des innovations. Un catholicisme abondamment pourvu d'institutions caritatives, mais aussi de réseaux d'influences très conservateurs a marqué les mœurs et les mentalités. Les phrases célèbres du cardinal Gerlier fortement pétainiste avant de devenir favorable à la Résistance – « *Travail, famille, patrie, ces trois mots sont les nôtres* » ou « *Pétain, c'est la France. Et la France, c'est Pétain* » – étaient bien en consonance avec ce que pensait la grande majorité de ses ouailles. Dans les années trente, des cercles lyonnais, sous l'influence de Carrel ou de Lumière, s'interrogent sur les bienfaits de l'eugénisme. Et c'est à Lyon, à l'hôpital du Vinatier que, pendant la guerre, on laissa mourir de faim les malades mentaux. Lyon fut enfin la ville de la Milice, de Darnand, de Touvier...

Après la guerre, assez vite, le silence retombe sur le passé ou plutôt les passés de Lyon. J'ai toujours été stupéfait qu'aucune salle ou aucune plaque dans les facultés lyonnaises n'honorât les résistants ou les déportés issus de leurs rangs (comme Gilbert Dru, président de l'Associa-

tion des étudiants, exécuté par les Allemands sur la place Bellecour). Alors même que le passé résistant de Lyon était riche en personnes et en épisodes glorieux, quelque chose de cette ville démocrate-chrétienne, farouchement hostile à la gauche mais aussi réfractaire au gaullisme, refusait de regarder en face sa mémoire. Subsistait, inentamé, un vieux fonds provincialiste, catholique traditionaliste, modérément républicain. Et tacitement, sourdement antisémite. Les dérapages de naguère de l'abbé Pierre (lyonnais d'origine), sous l'influence de Roger Garaudy, à propos des juifs déicides me semblent révélateurs de ce que de vieux catholiques Lyonnais, par ailleurs capables des plus belles vertus caritatives, gardent dans les tréfonds de leurs cervelles.



Le négationnisme à Lyon a été une affaire universitaire et, pour sa face visible, est resté ancré dans cette sphère d'influence là. Rappelons quelques données d'histoire récente : les événements de 68 ont été marqués à Lyon par une extrême violence et une radicalité qui ne peut s'expliquer que par la résistance au contexte que je viens d'évoquer succinctement. En 1973, quatre ans après le remodelage des universités françaises par Edgar Faure, la récente université Lyon II, ingouvernable, se scinde. Est créée, après toutes les autres, l'université Lyon III, faite d'un important pôle juridique et d'un menu pôle littéraire. Cette université va, dans les faits, devenir une sorte de Vincennes de la droite, un bastion du conservatisme universitaire. Son président Jacques Goudet (1979-1987), par ailleurs président du SAC et membre du RPR., en fait un lieu d'osmose entre une droite molle, passive et étroite et une extrême droite activiste. Politique habilement menée qui fait que le prédécesseur de Michel Noir, Francisque Colomb, maire UDF de Lyon de 1976 à 1989, va déclarant que « *Lyon III est notre université* » celle où *l'establishment* lyonnais se reconnaît.

Quand, après 1984, Le Pen monte en puissance, son principal relais universitaire est à Lyon III. Quatre de ses enseignants sont membres du Conseil scientifique du Front national. Bruno Gollnisch, aujourd'hui numéro deux du FN, est alors doyen de la Faculté des Langues (1). Pierre Vial, qui enseigne l'Histoire à Lyon III, actuellement bras droit de Bruno Mégret et

Conseiller régional de Rhône-Alpes, vient lui du GRECE. Il entretient dans ses textes la mémoire de Saint-Loup, ancien de la Waffen SS, et tient sur le judaïsme des propos d'une étonnante ambiguïté. Il affirmait naguère vouloir faire de Lyon III « *un îlot de la liberté de pensée et de l'expression* ». Des centres de recherche comme l'Institut d'Études Indo-européennes (IEIE) sont manipulés et dirigés par l'extrême droite – et ce n'est qu'en 1998 que les activités de cet Institut jusque-là tolérées, seront interrompues.

C'est sur une telle toile de fond que, dans l'université, les affaires négationnistes ont pu prendre forme. Mais le tableau serait incomplet si on ne soulignait pas les méfaits d'un catholicisme semi-intégriste dont les événements de 1998 ont montré l'importance. L'alliance qui éclata au grand jour, quand au printemps 98 Charles Millon se fit réélire à la présidence de la Région Rhône-Alpes avec les voix du Front national, n'a nullement été un phénomène conjoncturel. Tout un ensemble de cercles catholiques lyonnais, puisant leur inspiration dans les modèles fournis par l'*Opus Dei*, cherche localement et régionalement à refonder la droite autour des valeurs de la « *Cité catholique* » : ils travaillent à ressouder l'unité des trois droites (orléaniste et démocrate-chrétienne, légitimiste avec quelques nostalgies royalistes, autoritaire et nationaliste) autour des mots d'ordre de décentralisation et de valorisation des corps intermédiaires. Quand Charles Millon, après son échec, crée « *la Droite* », c'est bien dans cet esprit qu'il l'entreprind : supprimer les effets de la fracture entre la droite républicaine et la droite extrémiste.

Quelles conclusions tirer de cet ensemble de faits et d'événements ? Une conclusion politique, tout d'abord. La question que pose le négationnisme à Lyon III, c'est de savoir comment et pourquoi des universitaires modérés et parfaitement scrupuleux dans leur travail professionnel ont pu tolérer sans protester la présence de collègues négationnistes. Certes, il y eut une Association René Cassin, regroupant plus de soixante-dix universitaires de Lyon III, dont le but était la défense des positions éthiques de l'Université. Elle n'a pas vraiment su ou pu se faire entendre. La peur des prises de position publiques, la crainte de « faire des vagues », le respect poussé jusqu'à la caricature des hiérarchies universitaires, tout un climat d'intimidation et de violence (lettres anonymes, engins incendiaires aux domiciles d'enseignants, destruction des locaux des syndicats étudiants, etc) ont étouffé les protestations. La fermeture de l'Institut d'Études indo-européennes n'a été obtenue, de fait, que grâce aux mouvements étudiants.

Or, il est impératif de séparer la droite républicaine de cette extrême droite paranoïaque et activiste. Si les modérés servent de caution ou laissent champ libre et impunité à l'extrémisme, il y a là une dérive aux effets politiques inquiétants. La situation de Rhône-Alpes en 98, de l'Autriche en 2000 sont là pour nous le rappeler.

Les remous négationnistes qui ont pris forme dans tel ou tel marécage lyonnais prouvent, une fois de plus, la nécessité de faire de l'histoire, de la sociologie historique, de l'histoire des mentalités. Et de la faire avec beaucoup de précision et de finesse. Une histoire de l'antisémitisme à Lyon au XX^e siècle serait d'une utilité extrême (il y a mille façons d'être antisémite – et on trouverait dans l'histoire lyonnaise de beaux exemples d'antisémitisme implicite, fort discret – et terriblement efficace dans ses rejets). Une Histoire un peu exigeante et chercheuse s'interrogerait également sur la spécificité des mentalités et des pesanteurs historiques qui fait, qu'en ce siècle, un certain périmètre géographique et culturel (le pourtour ou le cœur des Alpes : la Bavière, l'Autriche, l'Italie alpestre, la Suisse, Rhône-Alpes) a été un tel vivier de l'antisémitisme et de la haine de l'Autre ou a tellement encouragé la passivité devant l'inacceptable.

Il convient enfin d'éviter le « dénonciationnisme » face au négationnisme et les assimilations trop faciles. Face à ce que représentait l'aventure Millon en 98, l'université lyonnaise (notamment sous l'impulsion de l'université Lyon II) a su réagir avec beaucoup de détermination et

de rigueur. Elle a été au cœur du dispositif qui a permis son échec. Le négationnisme doit être localisé et stigmatisé là où il se trouve. Les propos qui viseraient à dire que la gangrène s'est insinuée dans toute l'université seraient absurdes et contre-productifs.

On parle beaucoup ces temps récents du livre d'Emmanuel Carrère, « L'Adversaire ». Il raconte l'histoire – très lyonnaise, hélas ! de ce faux médecin rhône-alpin, Jean-Claude Romand, qui, ayant pratiqué le négationnisme à l'égard de sa propre histoire, a fini meurtrier de ses parents, de sa femme, de ses enfants – et, symboliquement, de lui-même. La mère de son épouse, interrogée à la télévision, disait : « *on ne posait pas de questions* ».

Lutter contre le négationnisme, cela passe encore et toujours par les questions posées, le désir de savoir ce que fut vraiment le passé et la volonté de maintenir vivante la mémoire. Trop de conduites élémentaires qu'ici ou là, à Lyon ou ailleurs, on a oubliées ou refusées.

(1) Interrogé par les médias sur la question du « détail » et sur l'ampleur de la Shoah, rappelons qu'il s'est borné à dire qu'il n'avait pas d'opinion personnelle sur la question.

Quand le négationnisme s'invite à l'université

Didier Daeninckx
écrivain

Jeudi dernier, le président autrichien a ratifié l'accèsion de l'extrême droite néonazie au gouvernement. L'histoire européenne nous montre que ce type d'événement ne procède pas de la surprise mais qu'il est préparé, pendant des années, voire des décennies, par de multiples abandons. Comme on le disait à Vienne, en 1996, « *Chaque Autrichien qui réfléchit sait que Haider gouverne déjà sous de multiples pseudonymes* ». On se souvient assez peu que lors des élections pour la désignation des députés autrichiens au parlement européen, Jörg Haider avait présenté un écrivain juif en deuxième position sur sa liste afin d'échapper au reproche d'antisémitisme. Cet écrivain, Peter Sichrovsky, s'était illustré en publiant un livre antifasciste en 1993, sous le titre « *Incurablement allemand, destins d'extrême droite* », et avait signé en 1995, juste avant de rallier Haider, une biographie d'Ignatz Bubis, le responsable de la communauté juive allemande, récemment décédé, qui avait désavoué le livre tant il fourmillait d'inexactitudes et d'inventions.

En France, on connaît surtout Peter Sichrovsky pour son livre « *Naître coupable, naître victime* » publié en 1987, agrémenté d'une préface de Gilles Perrault, et qui mettait en parallèle des entretiens d'enfants de bourreaux nazis et d'enfants de victimes des nazis. On s'apercevra, en fait, que celui qui bénéficiait d'une avantageuse réputation d'intellectuel de gauche travaillait en sous-main depuis cette époque avec son ami Jörg Haider, le leader du FPÖ.

En France également, le basculement de personnalités vers l'antisémitisme a permis de troubler les consciences, acte préliminaire à l'avancée des idées d'extrême droite. Chacun a ici en mémoire les différents épisodes de l'affaire Garaudy, et l'organisation de ses soutiens médiatiques par la « *Vieille Taupe* ». A l'époque, il avait pu s'exprimer à l'université Paris VIII, à l'invitation de Maria Poumier, un professeur d'espagnol que l'on retrouvera ensuite comme témoin-militant de l'éditeur de Garaudy, la « *Librairie Roumaine du Savoir* ». Trois ans plus tard, cette même université devra annuler en catastrophe le jury, présidé par Bruno Etienne, qui devait attribuer un titre de Docteur au ministre de la Défense syrien, monsieur Tlass, auteur dans son pays d'un ouvrage élogieux pour « *Les Protocoles des Sages de Sion* ».



DF

Dans le même genre de dérapages lourds de sens, l'Académie Française attribuait, en octobre 1998, sa Grande Médaille de la Francophonie, à Mohamed Salmawy, défenseur de Roger Garaudy et auteur d'un article antisémite dans le journal « Al Arham hebdo », sous le titre « Cherchez les juifs ».

Le Collège de France n'a pas craint de ternir sa réputation en offrant sa chaire d'histoire ottomane à Gilles Veinstein malgré ses déclarations banalisant le génocide des Arméniens. On sait aujourd'hui que cette élection dans la plus prestigieuse institution intellectuelle française n'était pas valide, bien qu'elle ait été approuvée par les plus hautes autorités de la République: le règlement intérieur du Collège de France stipule qu'un nouveau membre doit obtenir la majorité absolue. Gilles Veinstein n'a bénéficié que d'une majorité relative. Complicité et cécité ont fait la différence.

Ces faits paraissent isolés les uns des autres, n'obéissant pas à une logique d'ensemble, mais il existe une ville où ils font sens. Il y a dix ans, le professeur Burgelin titrait un article de la revue « Esprit », « Lyon capitale du négationnisme » dans lequel il montrait comment l'État avait offert une université française, Lyon III, à l'extrême droite. Depuis, la chronique lyonnaise s'est enrichie de nombreux autres chapitres qui montrent comment les liens qui se sont noués là enserrent d'autres cénacles, entravent d'autres institutions. Charles Million s'est appuyé sur ces réseaux pour tenter son aventure, et il y a quinze jours le professeur Dubernard, de Lyon I, n'a pu s'empêcher de fêter la première mondiale d'une double greffe des avant-bras en rendant hommage à Alexis Carrel, un Prix Nobel doriotiste, précurseur des chambres à gaz. J'aurais pu vous parler de la thèse de doctorat antisémite passée avec brio par Abdelhamid Bdoui, des cours dispensés par Bernard Lugan, un chantre de l'apartheid, déguisé en colon et le fouet à la main, obligeant ses étudiants à reprendre des chansons racistes, de Goulven Pennaod, un druide néonazi, nommé maître de conférence à Lyon III en l'absence de tout diplôme. Destitué en 1990, je l'ai retrouvé par hasard, sous son véritable nom de Georges Pinault, sur les listes du CNRS, à l'université de Bretagne, comme chercheur associé. Le CNRS avait déjà manqué de vigilance en 1986 quand il avait inscrit à son catalogue un livre de ce personnage écrit en collaboration avec Pierre-Marie Duval, honorable professeur au Collège de France !

L'actualité m'oblige à vous entretenir d'un militant négationniste qui passe en jugement mercredi prochain, à Lyon, et qui a pu se prévaloir de diplômes d'historien acquis à Lyon III et à Lyon II pour donner du crédit à sa revue « Akribéia ». Dans sa maîtrise consacrée à Paul Rassinier, il reprend sans commentaires les affirmations de son modèle selon lesquelles « *le nombre des juifs morts pendant la guerre se situe entre 1 million et 1,5 million au maximum* » et qu'il suffirait de faire un recensement en Israël et aux États-Unis pour retrouver les millions d'individus portés disparus ! Ce travail s'est vu récompenser par une mention « très bien » de la part d'un professeur de Lyon III qui soigne son image de marque en signant des pétitions antifascistes. L'année suivante, Jean Plantin s'est inscrit à Lyon II où il a obtenu un Diplôme d'Études Approfondies pour une recherche au titre directement faurissonnien, « *Les épidémies de typhus exanthématique dans les camps de concentration nazis* ». Ainsi après avoir établi qu'il y avait eu un maximum de 1,5 millions de morts, il parachevait sa démonstration en attribuant les décès au typhus diffusé par les poux. Là encore, Jean Plantin a bénéficié de la cécité ou de la complicité d'un professeur qui siège à la commission municipale d'évaluation de la spoliation des biens juifs et dont on sait qu'il n'a pas réuni son jury ni conservé la trace du diplôme généreusement accordé à son élève, le jugeant trop médiocre !

Lors de leurs interventions en qualité de témoins dans le procès intenté à Jean Plantin par les associations antiracistes, ces deux professeurs dont la spécialité est l'histoire ont déclaré ne pas s'être doutés des buts poursuivis par leur élève commun. Outre qu'il suffisait de lire les textes qui leur étaient soumis; Jean Plantin ne cachait rien de son activisme négationniste. Dès 1987, son

nom apparaissait en bonne place lors de l'incroyable offensive menée par « La Vieille Taupe », à Lyon, au moment du procès de Klaus Barbie. Il signait la traduction du texte de Carlo Mattogno «Le Mythe de l'extermination des juifs » dans le premier numéro des « Annales d'Histoire Révisionniste », aux côtés de Robert Faurisson, Pierre Guillaume, Serge Thion et Alain Guionet. A la même époque il collaborait avec les éditions Pardès, place forte d'Alain de Benoist, où sont publiés les terroristes bruns italiens comme Freda, les nostalgiques de la Garde de Fer roumaine ou Julius Evola.

Ce n'est pas le hasard, à mon avis, qui fait que le même universitaire, qui faisait preuve de complaisance envers le militant négationniste Jean Plantin en 1991, s'est illustré deux ans plus tard en accueillant, dans de très curieuses conditions, un ex-membre du groupe faurissonnien « La Guerre Sociale » et cela dans une unité du CNRS, le Centre Pierre Léon, qui occupe avenue Berthelot, une partie des locaux de l'École de Santé militaire où officiait la Gestapo lyonnaise de Klaus Barbie. Pour ne pas être associé à cette injure à la mémoire, l'historien Philippe Videlier a été contraint de quitter ce laboratoire d'histoire. Une pétition mensongère l'a isolé, en se couvrant d'une centaine de noms qui comptent, même s'ils sont mal informés. On a voulu l'exiler avant que la direction du CNRS ne le nomme dans un nouveau laboratoire d'histoire, à Lyon. Au mépris de toute légalité, le directeur de cette unité a refusé la présence de Philippe Videlier qui subit, depuis maintenant six ans, la dureté d'un véritable interdit professionnel. Le soutien du Mrap ne lui a jamais fait défaut, ainsi que ceux de SOS Racisme, de Ras l'Front ou du Cercle Marc Bloch qu'il ne faut pas confondre avec la Fondation souverainiste qui a, elle, dû changer de nom. Et ce n'est pas sans une pointe d'amertume que je constate la mise à l'écart par une institution d'un chercheur qui a récemment été distingué de l'Ordre National du Mérite pour son combat contre le négationnisme dans le même temps où cette institution tolère qu'un autre chercheur, Serge Thion, ne cesse depuis maintenant vingt ans de mener le combat inverse et qu'il alimente les sites néonazis comme « aaarg » (Amicale des anciens amateurs de guerre et d'holocauste) et cela, à partir de l'ordinateur de son bureau professionnel parisien.

Il y a là un double scandale qui ne peut durer plus longtemps, et je pense que le fait que ces faits soient mentionnés dans la question écrite que le député de Seine-Saint-Denis François Asensi vient d'adresser à madame Elisabeth Guigou ne peut que renforcer notre détermination.

Histoire de l'antisémitisme

Par François de Fontette
historien

L'immensité du sujet n'est plus à démontrer : les différents aspects de l'antisémitisme constituent un vaste monde, dans le sens vertical – dans le domaine de l'histoire – comme dans le sens horizontal, la géographie ! Le terme antisémitisme est né en Allemagne, sous la plume de Wilhem Marr, auteur de « La victoire du judaïsme sur la germanité ». Je n'aborderai pas ici les questions d'étymologie mais il faut remarquer que l'hébreu et l'arabe sont des langues sémites. Il n'y a pas de « race sémite » bien que le député Naquet ne craignait pas de déclarer en 1880 : « *Si l'antisémitisme consistait uniquement dans la discussion et la réfutation du dogme des idées maîtresses de la religion juive, je vous déclarerais moi-même franchement que je suis antisémite !* »

Qu'est-ce qu'un Juif ? J'ai étudié cette question dans mon livre « Sociologie de l'antisémitisme ». Pour aller vite, disons simplement que le mot juif prend une connotation péjorative au XVII^e siècle. Pour stigmatiser un prêteur usuraire Molière écrit : « *Quel juif, quel arabe !* »... Au XIX^e siècle, les Juifs de France se déclaraient Israélites, on les disait incapables de cultiver la terre et de se battre, aujourd'hui, en particulier avec la création de l'Etat d'Israël, ces préjugés n'ont plus cours. L'Antiquité païenne, bien avant le christianisme, a su faire preuve, et nous en avons des témoignages bibliques et égyptiens, d'hostilité envers les Juifs. Le ministre Aman déclara : « *Considérant que ce peuple unique en son genre se trouve sur tous les points en conflit avec l'Humanité entière; qu'il en diffère par un régime de lois exotiques; qu'il est hostile à nos intérêts et qu'il commet les pires méfaits jusqu'à menacer la stabilité de notre royaume, ils seront tous exterminés : femmes et enfants inclus* ». Songez à Himmler ! Sans pitié et sans ménagements!

L'Antiquité et l'Hellénisme romain vont faire de même. Je ne peux pas vous le retracer en détail mais il est certain que les pratiques religieuses notamment la circoncision, le shabbat et l'abstention de consommation de viande de porc sont pour les païens de l'Antiquité un objet d'étonnement, voire de blâme. Un historien, Tacite, recueille tous les ragots qu'il a pu rencontrer, à l'exception du « meurtre rituel », il reproche aux Juifs leurs origines lépreuses, le culte de l'âne et en même temps celui d'une divinité invisible... « *Là est profane, dit-il, tout ce qui chez nous est*



sacré. En revanche est permis chez eux : tout ce qui chez nous est abominable. » Et il accuse les Juifs d'avoir une haine du genre humain ! Voilà d'ailleurs un reproche que l'on fera par la suite aux Chrétiens. Mais alors, en quoi les Chrétiens diffèrent-ils des Juifs ? Il faudra un petit moment pour s'en apercevoir. Et évidemment, au départ ce n'est pas d'une hostilité spéciale. C'est une question théologique ; c'est de l'antijudaïsme purement religieux ! C'est l'antagonisme entre la question du Christ « Pour vous, qui suis-je ? », la réponse de Pierre : « Tu es le Fils du Dieu vivant » et des Juifs qui considèrent que, quelque savant que soit ce rabbi, il a blasphémé et il a mérité la mort. Tout cela va s'envenimer rapidement parce que ceux qui se convertiront au christianisme sont par essence même des Romains et des Grecs. Et ils portent donc déjà le poids de l'antisémitisme égyptien, hellénique, etc ! Et la mort du Christ sera reprochée aux Juifs, alors qu'elle est le fait des Romains ! L'élection divine des Juifs, cependant, n'est jamais oubliée dans l'Eglise. Et l'apôtre Paul déclare : « *Je souhaite être moi-même anathème, séparé du Christ pour mes frères, mes parents, selon la chair, qui sont Israélites, à qui appartiennent l'Adoption, la Gloire, les Alliances, la Législation, le Culte, les Promesses !* Et il a la célèbre phrase de Jean : « *Le salut vient des Juifs !* » Alors, le christianisme va osciller entre deux pôles, l'hostilité et l'amour. Le legs de l'antisémitisme païen vient, je l'ai déjà dit, se surajouter à cette querelle religieuse et on peut dire qu'à l'antisémitisme, on ajoute toujours, on ne retranche jamais rien. Les répercussions pratiques m'amèneraient à des analyses des constitutions impériales du Bas Empire romain. J'ai enseigné le droit romain toute ma vie, mais je ne suis pas ici pour faire un cours de droit romain.

Je passe à ce qu'on appelle l'Époque franque ou le Haut Moyen Âge pour signaler deux attitudes très différentes : celle de l'Espagne wisigothique où les Juifs ont été cruellement persécutés, par des édits des rois wisigoths, par des conciles de Tolède, leur donnant à choisir entre l'exil et la mort, tandis que la Papauté, de son côté, faisait tout ce qu'elle pouvait pour les protéger. Le Pape Grégoire, qui a été sans doute avec Théodoric le plus grand ami des Juifs, faisait des efforts peu couronnés de succès. Quand je parle de Théodoric et de Grégoire le grand, c'est non pas de l'Espagne wisigothique dont il s'agit mais surtout des pays francs. Il y a eu une époque de paix relative à l'époque carolingienne. C'est un Juif que Charlemagne envoie comme ambassadeur à Haroun al Rachid. Les efforts des Carolingiens n'ont pas rendu la vie facile aux Juifs d'Occident mais relativement moins dure que pour ceux d'Espagne.

Et puis nous arrivons aux Croisades qui ont pour objet de délivrer le Tombeau du Christ. Lesquels Lieux Saints sont occupés par qui ? par les Musulmans !. Qu'est-ce que les Juifs ont à voir là-dedans ? Rien du tout ! Pourtant, lors de la Première Croisade, on déclare : « *Nous souhaitons combattre les ennemis de Dieu, mais nous avons sous les yeux les Juifs : une race plus hostile à Dieu que toutes les autres !* » Il y eut des massacres, des pogroms dans la vallée du Rhin, des légendes et des calomnies sont apparues comme celle du « meurtre rituel ». Jusque-là le meurtre rituel n'existait pas. Pourquoi ? Parce qu'étant eux-mêmes au départ une secte juive, les chrétiens savaient comment les choses se passaient. Ce n'est qu'au XI^e siècle, quand la mémoire collective est devenue floue, que le « meurtre rituel » resurgit dans des conditions telles que les Papes eux-mêmes vont intervenir. Grégoire XIII va vitupérer contre ces « meurtres rituels », et ce fantasme ne disparaîtra plus ! Et l'un des derniers exemples, c'est l'affaire Baïlis en Ukraine.

Après la Grande Guerre, l'antisémitisme en URSS va prolonger l'antisémitisme des Tsars. Vous connaissez la formule célèbre du Premier ministre du Tsar à propos des Juifs : « *Un tiers partira, un tiers périra, un tiers se convertira.* » Cet antisémitisme se transforme sous Khrouchtchev et Brejnev en antisionisme. L'occasion est trop belle, n'est ce pas ? On ne voyait pas encore, évidemment, Eltsine se rendre aux Lieux Saints !

Je passerai ici très vite sur les signes médiévaux comme la Peste noire : on accusait les Juifs de la diffuser, comme si on accusait aujourd'hui tel ou tel groupe de transmettre le Sida !

Quant aux Juifs d'Espagne, ils ont dû se convertir de force et c'est toute la tragique histoire de la

pureté de sang qui a fait couler tant d'encre et tant de sang. Et puis, il y a eu la Réforme et la Contre-réforme ! On a eu un bel espoir avec Luther qui écrivit un ouvrage au titre significatif : « *Das Jesus Christus ein geborener Jude sei* » (Jésus Christ est né Juif), « *Nous devrions embrasser nos frères Juifs* ». Nos imbéciles les papistes et les évêques en ont usé, à l'égard des Juifs, de telle manière qu'un chrétien aurait voulu devenir juif, etc. Puis, Luther a renversé sa position de façon stupéfiante : « *Il nous faut, nous autres Allemands, que nous sachions ce qu'est un Juif ! Il est aussi facile de convertir un Juif que de convertir le diable !* », écrit-il. Et il va jusqu'à tenir des propos scatologiques : « *Le goy que je suis ne peut pas comprendre comment ils font pour être tellement habiles ! A moins de penser que, lorsque Judas Iscariote s'est pendu, ses boyaux se sont vidés... Les Juifs ont envoyé leurs serviteurs avec des plats d'argent et des brocs d'or pour recueillir la pisse de Judas et tous les autres trésors... Ils ont mangé et bu cette merde...* ».

La Contre-réforme commence à changer l'attitude générale mais c'est resté sinon secret, au moins personne n'en a tenu compte. Dans le catéchisme du Concile de Trente, on rappelle le témoignage de l'Apôtre : « *Ils n'auraient pas crucifié le Seigneur de gloire s'ils l'avaient connu* ».

Au Moyen Age, on leur interdit de posséder des maisons, des terres, des vignes. Alors, que font-ils ? Ils sont joailliers, orfèvres, prêteurs sur gage, car il est interdit aux Chrétiens de prêter ! L'apôtre dit « *Prêtez-vous mais n'en espérez rien* ». En réalité, les Chrétiens ne se privent pas de faire de l'usure, mais enfin après tout, ils sont bien contents de se garder une bonne conscience et dire c'est le métier des Juifs de faire de l'usure. Alors, ces malheureuses communautés juives vont servir de pompes à finance aux rois de France. Quand ils sont riches on rafle tout, puis après on les fait revenir parce que la prospérité économique a baissé. C'est un système de pompes aspirantes et soufflantes ! Et le choix des métiers est significatif : fourreur ou joaillier, il faut savoir partir avec le baluchon sur son dos. Mais Geoffroy de Paris écrit au début du XIV^e siècle « *Tous pauvres gens se plaignent, car Juifs furent débonnaires, beaucoup plus en faisant leurs affaires, que ne le sont maintenant les Chrétiens !* »

Enfin il y eut la rouelle qui est d'origine musulmane, perse... Il faut d'ailleurs rappeler qu'à l'époque, chacun avait une tenue qui le différenciait.

1492, voilà une année importante pour l'Espagne : c'est la découverte de l'Amérique, c'est la capitulation de Grenade et l'expulsion des Juifs ! Alors, ainsi ils deviennent un peuple séparé ; le ghetto a des effets nocifs, mais il a incontestablement permis aux communautés juives à travers de maintenir une langue, le yiddish, des traditions et une culture que le nazisme a détruit dans des proportions effroyables.

Et puis enfin l'Émancipation ! L'Émancipation va se faire en Allemagne par les Juifs de Cour et en France. Montesquieu et l'esprit du Siècle des Lumières vont permettre l'émancipation des Juifs. Même si Voltaire, cet homme si fraternel en dit beaucoup de mal. Il écrivit notamment. « *Il ne faut tout de même pas les brûler* » Vous apprécierez la modération du jugement !.. Cette mise en service de l'émancipation sera faite donc par Louis XVI puis par Napoléon I^{er}. Il est certain que la Grande Armée dans laquelle les Juifs ont combattu avec les troupes napoléoniennes n'a pas peu contribué à solidifier leur unité, leur assimilation ; ils faisaient dorénavant partie de l'empire et de la France.

Encore que l'on verra naître un antisémitisme de gauche qui n'est pas piqué des hannetons, avec notamment Kart Marx et Proudhon.

Je terminerai par l'évocation du changement profond de nature de l'antisémitisme avec l'antisémitisme raciste qui va apparaître vers 1880. Ainsi Drumond va remettre au goût du jour les antisémites de l'Antiquité. La haine du Juif va se généraliser. Mais j'ai toujours dit et je le soutiens que la fin de la III^e République a préparé le régime de Vichy. Il y eut quatre-vingt députés contestataires qui ne votèrent pas pour Pétain. C'est tout à leur honneur mais ils n'étaient que quatre-vingt ! Le contexte était bien différent : il faut imaginer une journée philatélique avec le

lancement d'un un timbre dont la légende est « *Pour sauver la race* » ? Et qu'un écrivain comme Giraudoux pouvait écrire : « *Le pays ne sera sauvé que provisoirement par les seules frontières armées. Il ne peut l'être définitivement que par la race française et nous sommes pleinement d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale car c'était aussi la pensée de Colbert et de Richelieu* ».

Pas besoin d'évoquer ici le nazisme et la mise en œuvre des doctrines nazies... Il n'y aurait qu'un seul exemple de bêtise abyssale, ce serait l'avis promulgué par le maire de Koenigsdorf en Bavière. Pour régler la question du taureau communal et d'écarter le danger d'épizootie, le maire fait placarder l'ordonnance suivante :

« Article 1^{er} : *Les vaches et les génisses qui directement ou indirectement ont été achetées à un juif n'ont pas droit à la saillie du taureau communal.*

Article 2 : *Les vaches et les génisses des étables où se trouvent du bétail acquis chez des juifs sont mises en observation pendant un an. Durant cette période, elles n'ont pas droit à la saillie du taureau communal.*

Cette ordonnance entre en vigueur le 1er octobre 1935. »

A la fin des années trente, on trouvait à l'entrée d'un virage brusque « *Attention virage dangereux, Juifs : 120 à l'heure* ».

La question de l'antisémitisme a toujours été centrale pour moi. Mon premier ouvrage sur le racisme édité aux Presses Universitaires de France est dédié à mes camarades de philosophie et de mathématiques fusillés en 1943, victimes du racisme nazi !

(Texte d'après enregistrement)

Les conséquences du procès Papon

Alain Lévy

avocat à la Cour d'Appel de Paris

Parler des conséquences du procès Papon nécessite de revenir sur le verdict rendu par la Cour d'Assises de la Gironde le 2 avril 1998.

Maurice Papon a été condamné à dix ans de réclusion pour complicité de crimes contre l'humanité en retenant à son encontre les arrestations et les séquestrations de 57 personnes, et en l'acquittant en même temps du chef de complicité d'assassinat. Ainsi la responsabilité criminelle de Maurice Papon est réduite à un simple transfert de populations : il a été déclaré coupable de déportations de Juifs dont il aurait ignoré la mort inéluctable .

La responsabilité criminelle s'est donc arrêtée aux portes des camps de la mort.

Certes, il est vrai que l'arrestation, la séquestration et tous les traitements inhumains constituent, avec l'assassinat, les différentes formes du crime contre l'humanité. Mais en fait la mort est consubstantielle à ces crimes contre l'humanité.

Etrange paradoxe de ce verdict : Papon est exonéré de toute responsabilité dans la mort des Juifs qu'il a contribué à faire déporter, et dans le même temps il est condamné pour complicité de crimes contre l'humanité. La mort est donc exclue des crimes qu'il a commis. Le paradoxe est encore plus troublant quand on se souvient de ses aveux lors des audiences sur sa connaissance du destin mortel des déportés « *sort funeste* », « *sort cruel* », « *anéantissement* » des enfants...

Autre trouble concernant le verdict. La Cour d'Assises a nié la responsabilité criminelle globale et continue de Papon en sa qualité de patron, de juin 1942 à mai 1944, du service des Questions juives de la Préfecture de la Gironde.

De plus les huit convois visés par l'arrêt de renvoi, 1560 juifs ont été déportés de Bordeaux à Auschwitz via Drancy. Or, la Cour n'a été saisie que du cas de 74 personnes, les 1486 autres ayant été délaissées par le ministre public. Certes, faute d'ayants droit, aucune constitution de



8

partie civile n'était possible. Mais jamais le parquet n'a pris l'initiative d'étendre le champ des poursuites, comme il en avait seul le pouvoir. Dans sa décision, la Cour n'a imputé que quatre des huit convois à la charge de Maurice Papon : ainsi, parmi les 74 déportés représentés par leurs proches, 57 seulement ont été reconnus comme victimes.

Papon a donc été condamné pour complicité de persécutions raciales, comme s'il avait ignoré que les juifs déportés, hommes femmes, enfants vieillards, entassés dans des wagons, partaient vers la mort. Et ce jugement a débouté nombre de parties civiles qui ont espéré justice en vain, et dont personne n'ose parler. Ce verdict contrasté est le reflet de l'opinion publique française.

Néanmoins, on doit retenir :

- qu'un ancien ministre a été condamné après 17 ans de procédure,
- qu'un représentant de l'administration de Vichy a été condamné pour « crimes de bureau »,
- que le devoir de désobéissance doit être une règle pour tout fonctionnaire lorsqu'on lui demande de violer la loi républicaine.

Le procès Papon, avec les procès Barbie et Touvier ont contribué à la prise de conscience de ce qu'est le crime contre l'humanité, pour le passé mais aussi malheureusement dans la période contemporaine. Les procès menés en France à l'initiative des parties civiles contre Barbie, Touvier, Bousquet et Papon ont sans aucun doute aidé au niveau national aux réformes du code pénal en matière de crimes contre l'humanité et de génocide, et ont également pesé au niveau international sur l'opinion publique pour faire en sorte que les hommes politiques ne puissent en aucun cas bénéficier d'une immunité et qu'une Cour pénale internationale puisse se mettre en place afin que soient condamnés les responsables de tout crime contre l'humanité quels que soit le temps, le lieu et la fonction exercée.

Négationnisme sur Internet : un déferlement

Gilles Karmasyn

Spécialiste en systèmes d'informations. Il effectue des recherches sur l'histoire de la Shoah et le négationnisme depuis plusieurs années. Responsable du site web « phdn » : <http://www.phdn.org/>.

On trouve aujourd'hui sur l'Internet, et en plusieurs langues, l'« Introduction » à un ouvrage de diffusion confidentielle mais néanmoins résolue, de Robert Faurisson (1). Dans cette introduction Faurisson se réclame de deux « illustres prédécesseurs », Lucius Flaccus et Henri Labroue (2). Lucius Flaccus était un politicien romain corrompu ayant détourné à son profit le tribut envoyé par les Juifs d'Asie mineure à Jérusalem. Il fut jugé pour concussions. Son ami Cicéron le défendit et trouva l'occasion de placer une diatribe antijuive à laquelle Faurisson souscrit (3). Henri Labroue fut un collaborationniste ultra-antisémite; il a tenté de déverser ses abjections à la Sorbonne de 1942 à 1944 (4). De l'antiquité à Vichy, des éditions papier à l'Internet, Faurisson fait flèche de tout bois, mais proteste de son innocence : il n'est pas antisémite et pas responsable de la présence de ses textes sur l'Internet. Dans la même introduction, on lit: « *La rumeur nous dit qu'un nombre croissant de textes du professeur Faurisson se trouvent sur Internet, ce qui ne laisse pas d'étonner leur auteur qui n'utilise, pour sa part, qu'un vieux stylo plume* » (5). C'est pourtant la propre sœur de Faurisson, Yvonne Schleiter, qui envoie des textes de son frère à ceux qui les mettent sur leurs pages web (6) ...

La stratégie de la dénégaration de responsabilité est celle de tous les négationnistes français qui sont présents sur l'Internet. Cet outil formidable leur permet de répandre leurs mensonges sans en assumer la responsabilité pénale car les sites web sont physiquement situés hors de France et la responsabilité difficile à établir. Cette présence sur l'Internet est « indispensable » car le négationnisme n'existe que lorsqu'il est présent sur la place publique. Il est d'abord une affaire médiatique. S'il n'existe souvent que par les « affaires », nous n'aborderons ici que cet aspect précis du négationnisme, son mode de diffusion. Nous devons cependant toujours garder à l'esprit que le négationnisme s'organise selon deux autres axes : le fond, la négation de l'ampleur et de la réalité du génocide juif ; la forme, la falsification et le mensonge. Le tout au service d'un but : la réhabilitation de l'antisémitisme explicite, la préparation des conditions rendant possible le type même d'évènement nié.

Comme dans toute entreprise de propagande, les moyens de communication sont fondamentaux. En 1936, l'inauguration des Jeux olympiques par Hitler est l'une des premières émissions de télévision. Goebbels était passé dans l'art de la manipulation et du mensonge. Le régime stalinien a aussi excellé dans l'utilisation des médias : presse et radio notamment. Tout extrémisme a impérativement besoin d'experts en propagande pour le servir, et cette propagande est toujours une réécriture de la réalité. Dans un chapitre d'un ouvrage paru en 1979, Pierre Ayçõ-

berry étudiait la façon dont les nazis falsifiaient l'histoire pour servir leur idéologie et l'on constate que les méthodes décrites par Ayçoberry sont exactement les mêmes que celles que l'on retrouve dans les discours négationnistes. Pierre Ayçoberry intitulait ce chapitre « Le nazisme négateur de l'histoire » (7).

La latitude d'exprimer leur discours de haine et de falsification n'est pas complètement laissée aux négationnistes. La loi Gayssot, qui interdit l'expression publique du discours négationniste, leur avait coupé leur oxygène, avait verrouillé l'accès aux médias traditionnels. Un « ballon » technologique est cependant apparu, qui leur permet de répandre malgré tout leur propagande : l'Internet. Internet est un réseau mondial d'ordinateurs reliés entre eux et qui offre plusieurs services dont les principaux sont :

- le courrier électronique qui est un mode de communication privé
- les forums de discussion qui sont un mode de communication public
- le Web, la partie la plus visible, est, en fait, plus un mode de diffusion que de communication (8).

Les extrémistes ont souvent été les premiers à utiliser les innovations technologiques. Dans les années quatre-vingt, les groupes racistes américains enregistraient des messages sur les répondeurs téléphoniques diffusant leur propagande. Avant même qu'Internet ne soit répandu, il existait des BBS (9) qui permettaient à un individu disposant d'un ordinateur de se connecter à ce BBS et d'échanger des informations. Une petite communauté d'ordinateurs permettait à des personnes physiquement éloignées de partager des informations. Au milieu des années quatre-vingt, les extrémistes américains ont utilisé des BBS. Le premier d'entre eux, ancien membre du Ku Klux Klan, a été Tom Metzger, fondateur de la « White Aryan Resistance ». Ce personnage était un habitué des médias puisqu'il animait une émission sur une chaîne de télévision câblée. Il a été suivi par un ancien grand dragon du Ku Klux Klan, Louis Beam, qui a également fondé un réseau de BBS. Puis ce fut au tour des néo-nazis allemands avec le réseau « Thule ». Avant même qu'on entende parler d'Internet en France, les extrémistes s'étaient équipés. Cependant il s'agissait encore d'un outil de communication et d'organisation interne et non de propagande tournée vers l'extérieur. Tous ces « white supremacists » se sont depuis jetés sur l'outil Internet (10).

Aux débuts de l'Internet, avant l'explosion du Web, il y avait deux moyens de communication principaux : le courrier électronique et les forums de discussion. La première crise négationniste sur Internet eut lieu sur les forums en 1992. La première négation fut celle du génocide arménien. Un certain Serdar Argic a posté pendant deux ans, sur les forums de discussion, des centaines d'articles niant le génocide arménien. Dans le même temps, et par les mêmes moyens, Dan Gannon, responsable du BBS négationniste « Banished CPU », qu'il avait créé en 1991 utilisait la même stratégie que Serdar Argic : inonder les forums de discussion historique, sur l'Allemagne, sur le judaïsme, d'une avalanche de tracts et longues ratiocinations négationnistes, produites essentiellement par l'Institute for Historical Review (11), et déjà disponibles sur son BBS. Sur les forums francophones, la crise débute en 1996. C'est alors qu'on lit sous le clavier d'un néonazi belge : « *Si les Anglais et les Américains ont délivré des Juifs dans les camps, c'est qu'ils n'avaient pas été tués* ». Cela s'accompagnait d'une rhétorique selon laquelle l'exécution par les gaz n'était pas une mauvaise chose puisqu'on ne souffrait pas longtemps... Depuis, négationnisme et racisme sont des discours régulièrement tenus sur certains forums francophones (12) et auxquels l'accoutumance semble être de plus en plus importante. En 1995, dès qu'un propos raciste était tenu, les gens réagissaient violemment. En général, cela ne durait pas très longtemps. Aujourd'hui, quotidiennement sur certains forums, il y a des appels au meurtre des Arabes et, moins fréquemment mais régulièrement, de longues diatribes négationnistes et antisémites. Un certain anony-mat protège certains intervenants tandis qu'une relative indifférence des fournisseurs d'accès

assure l'impunité aux autres.

Le mode préféré par les négationnistes, de diffusion de leurs thèses est cependant le Web, sur lequel sont actifs les principaux négationnistes français (absents des forums), et évidemment anglo-saxons. Si le premier site web raciste apparaît en 1995, il en existe aujourd'hui des milliers. Précisons qu'il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. Sur des centaines de millions de pages web, il n'y en a que quelques milliers qui sont des pages racistes. Le web est comme une grande maison, mais quelque part, il y a une fosse d'aisance. Le problème, c'est que les portes ne sont pas fermées. Et l'odeur de se répandre dans toute la maison. Internet est un outil puissant et parfois irremplaçable. Mais il a été colonisé par les négationnistes.

Les sites web négationnistes sont toujours l'émanation d'acteurs déjà présents sur la scène négationniste depuis très longtemps. Ce sont les mêmes fanatiques du mensonge antisémite que l'on retrouve. LIHR, qui émane de l'ex-

trême droite américaine la plus raciste, diffusait déjà ses falsifications dans des revues, des pamphlets, des congrès. Le Codoh (Comitee for Open Debate On the Holocaust [sic]), agissait déjà sur les campus en essayant de faire passer des publicités dans les journaux étudiants. Ernst Zündel (13), un nazi autoproclamé qui vit au Canada a été jugé en 1988 lors d'un procès retentissant (une « affaire » de plus...). Il a à présent son site web. Ces sites présentent des milliers de pages en anglais et en français, reprenant les classiques négationnistes, multipliant les textes antisémites où l'« antisionisme » sert de plus en plus souvent d'alibi. La culpabilité des Juifs y est consubstantielle, tout comme l'innocence des nazis. Citons le site de l'officine néonazie belge, VHO, énorme bibliothèque négationniste en allemand, mais offrant également des centaines de pages en anglais et en français. C'est VHO qui publie les opuscules du néonazie négationniste Vincent Reynouard, réfugié à l'étranger, et nombre de tracts en français qui tentent parfois de passer la frontière sans grand succès. Le négationnisme est devenu également un cheval de bataille de l'écrivain britannique David Irving bien avant l'émergence de l'Internet. Irving ne désigne les Juifs que par des euphémismes comme « les ennemis traditionnels de la vérité » et consacre des centaines de pages web à l'euphémisation, la minimisation, voire la négation du génocide (14).



Le négationnisme en français est présent sur la plupart des sites déjà évoqués. On y trouve parfois seulement quelques textes, mais aussi les reproductions intégrales de publications négationnistes parues en France dans les années 1990 (15). Deux sites se distinguent par la masse de textes qu'ils présentent en français. Le premier, Radio Islam, est dirigé par Ahmed Rami, ancien officier dans l'armée marocaine qui, dès le début des années 1970, était imprégné d'un antisémitisme fanatique (16). Proche du général Oufkir il s'est réfugié en Suède après le coup d'état manqué de 1972. Lié aux néonazis suédois, il développe sur son site web une rhétorique antisémite extrêmement violente directement issue des « Protocoles des sages de Sion » et de l'antisémitisme nazi (17). Outre son propre site, Rami héberge plusieurs autres sites web fanatiques, néonazis allemands ou anglais, pendant un temps le site du parti russe d'extrême droite, Pamiat, un site web fondamentaliste catholique « Holy war ». Et surtout Rami accueille le principal site web négationniste en français, l'« aaargh » (association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste), dont les responsables sont Pierre Guillaume et Serge Thion (18). Le site de l'aaargh propose des milliers de pages négationnistes en français, dont la plupart des textes de Faurisson et tous les textes de Rassinier, ceux de Maurice Bardèche et la production de la Vieille Taupe. La moitié environ du matériel diffusé par ce site consiste cependant en pleurnicheries diverses où les négationnistes racontent leurs malheurs. Ce sont malgré tout des dizaines de milliers de pages de propagande négationniste qui sont ainsi offertes, en français, sur le Web.

A côté du négationnisme, on voit réapparaître, « grâce » à l'Internet, des formes d'antisémitismes qui étaient totalement interdites d'expression publique. Grâce à la « délocalisation », tous les excès, toutes les propagandes, toutes les falsifications sont redevenues d'actualité et disponibles. Auparavant, seul le public désirent acquérir la littérature négationniste parvenait, moyennant quelques efforts, à se la procurer. Mais avec l'Internet cette littérature n'atteint pas seulement ceux qui la recherchent. Le public visé par les négationnistes est tout autre. Si un étudiant ou une étudiante tape le mot « chambres à gaz », ou « holocauste », sur un moteur de recherche, aujourd'hui, la majorité des réponses en français que rapportent les principaux moteurs de recherche consiste en sites négationnistes. Ce qui signifie par exemple, que pour un lycéen qui commence à se familiariser avec le Web, le matériel qu'il trouvera, s'il s'intéresse à la Shoah, en utilisant l'Internet sera constitué principalement par les falsifications négationnistes.

Pour lutter contre cela, il est de nombreuses voies qui sont légales, politiques, techniques. Les lois existent qu'il faut appliquer. L'expression ouverte de la haine raciste sur les forums de discussion est un scandale que seule une volonté politique permettra de juguler. On peut également limiter l'accès aux sites web négationnistes et racistes de façon technique. Dire qu'il n'y a pas de solutions techniques est une contrevérité. Là encore c'est la volonté politique qui déclenchera ou non les mesures appropriées. Il faut également lutter sur le Web en y plaçant des textes issus des travaux d'historiens (19). Il s'agit, aussi, basement d'une question de quantité. Il est nécessaire d'aligner autant et plus de matériel historique que les négationnistes n'alignent de matériel mensonger (20). Aujourd'hui, le matériel sur l'histoire de la Shoah est incroyablement minoritaire. Et il faut réfuter l'« argumentaire » des négationnistes. Il n'était pas nécessaire de le faire auparavant, puisque cet argumentaire n'était pas accessible. Leurs ouvrages étaient interdits ou à diffusion confidentielle. Donc, on n'avait pas à s'en préoccuper. Mais leurs falsifications sont aujourd'hui accessibles à tous. Ces falsifications peuvent être démontées. Cela demande du travail, mais relève du possible, et du nécessaire. C'est ce que l'auteur de cette communication a entrepris (21). Nous sommes dans une phase critique parce que l'Internet explose et que les négationnistes tiennent le haut du pavé, pour ce qui est des textes en français. On peut être confiant pour le long terme mais pessimiste sur le court terme. Combien d'émules les négationnistes auront-ils le temps de fabriquer grâce aux énormes lacunes actuelles?

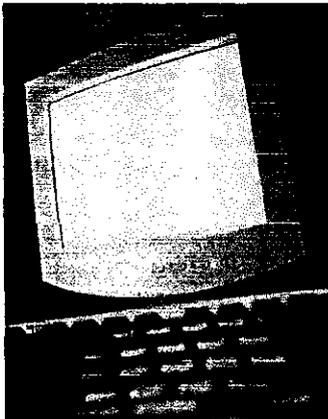
- (1) Robert Faurisson, *Écrits révisionnistes (1974-1998)*, éditions privée hors commerce, 1998.
- (2) Robert Faurisson, *op. cit.*, tome I, p. XLVII.
- (3) On trouvera la plaidoirie de Cicéron, le *Pro Flacco* dans Cicéron, *Discours*, Les Belles Lettres, 1989, Tome XII. Sur les accusations contre Flaccus, et sa culpabilité, voir p. 59-62, p. 67 et 72g. L'historien Louis H. Feldman écrit : « Cicéron [...], ainsi que nous l'avons remarqué, décrit les Juifs dans des termes qui rappellent ceux des fanatiques anti-juifs modernes »; Louis H. Feldman, *Jew and Gentile in the Ancien World*, Princeton University Press, 1993, p. 172.
- (4) Sur Henri Labroue et le cours antisémite qu'il donna à la Sorbonne, voir Claude Singer, « Henri Labroue ou l'apprentissage de l'antisémitisme », dans *L'antisémitisme de Plume. 1940-1944. Etudes et documents*, sous la direction de Pierre-André Taguieff, Berg International Éditeurs, 1999.
- (5) Robert Faurisson, *op. cit.*, tome I, p. LVII.
- (6) Gilles Karmasyn, Gérard Panczer, Michel Fingerhut, « Négationnisme sur Internet. Genèse, stratégies, antidotes », *Revue d'Histoire de la Shoah*, n° 170, sept.-déc. 2000. Cet article est une présentation approfondie du problème et des questions abordés dans la présente communication.
- (7) Pierre Ayçoberry, *La question nazie, Les interprétations du national-socialisme 1922-1975*, Seuil, Points Histoire, 1979.
- (8) Sur la question des rapports et des différences entre Internet et les autres médias, on peut renvoyer au livre de Dominique Wolton, *Internet et après?, une théorie critique des nouveaux médias*, Flammarion, 1999.
- (9) Bulletin Board System. Service physiquement hébergé sur un ordinateur connecté au réseau téléphonique, auquel d'autres ordinateurs peuvent se connecter à l'aide d'un modem.
- (10) Sur les BBS et la présence de l'extrême droite sur Internet on consultera Patrick Moreau, « L'extrême droite et Internet », *Pouvoirs*, n°87, 1998; Louise Berstein, « L'extrême droite sur internet », dans CRIDA, *Rapport 1996. Panorama des actes racistes et de l'extrémisme de droite en Europe*, CRIDA, 1996. Voir aussi G. Karmasyn, G. Panczer et M. Fingerhut, *op. cit.*
- (11) Sur l'IHR, officine négationniste et néo-nazie, voir René Monzat, *Enquêtes sur la droite extrême*, Le Monde Éditions, 1992, p. 195-198. Voir aussi Deborah Lipstadt, *Denying The Holocaust*, New York, Macmillan, 1993, p. 137-156. Voir également, sur le web: <http://www.phdn.org/negation/faurisson/ihr.html>
- (12) Principalement fr.soc.politique et fr.soc.histoire
- (13) Sur Zündel voir <http://www.phdn.org/negation/faurisson/zundel.html>
- (14) On n'a pas donné ici la liste de tous les sites web négationnistes. Pour une liste plus complète, voir G. Karmasyn, G. Panczer et M. Fingerhut, *op. cit.*
- (15) La *Revue d'histoire révisionniste* est intégralement reproduite sur le site web d'Ersnt Zündel.
- (16) Voir G. Karmasyn, G. Panczer et M. Fingerhut, *op. cit.*, et <http://www.phdn.org/negation/faurisson/rami.html>
- (17) Rami cherche évidemment à présenter son antisémitisme comme un antisionisme. Sur ce point et sur Rami, voir Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Seuil, 2000, p. 581-583. Sur l'« antisionisme démonologique » issu des *Protocoles des sages de Sion*, voir Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion, Tome I : Un faux et ses usages dans le siècle*, Berg International, 1992, chap. V.
- (18) Sur cette responsabilité, voir G. Karmasyn, G. Panczer et M. Fingerhut, *op. cit.*
- (19) Citons le remarquable site de Michel Fingerhut : <http://www.anti-rev.org/>
- (20) On trouvera une liste des principaux sites web sur l'histoire de la Shoah sur le site web de Michel Fingerhut, à l'adresse suivante : <http://www.anti-rev.org/serveurs/>. On constatera que les sites web en français sont peu nombreux et que le contenu proposé est encore assez pauvre, par

rapport à ce qu'il devrait être. Deux sites francophones sortent néanmoins du lot; le site de Dominique Natanson: <http://perso.wanadoo.fr/d-d.natanson/index2.htm>. Et le site web du Cercle d'étude de la déportation et de la Shoah : <http://www.orbital.fr/dletouzey/cercle/aphgce.htm/>
(21) Sur le site web « Pratique de l'histoire et dévoiements négationnistes » : <http://www.phdn.org>.
En anglais, citons Nizkor : <http://www.nizkor.org/> et The Holocaust History Project : <http://www.holocaust-history.org/>

À lire

- Nadine Fresco Fabrication d'un antisémite Seuil 1999
- François de Fontette Histoire de l'antisémitisme PUF 1993
- Didier Daeninckx Les assassins de l'histoire Amnistia (revue issue du site web du même nom) 2000
- Pierre Vidal-Naquet Les assassins de la mémoire Seuil 1995
- Christian Godin Négationnisme et totalitarisme Pleins feux 2000
- Valérie Igounet L'histoire du négationnisme en France Seuil 2000
- Négationnistes, les faussaires de l'histoire : Lyon, capitale du négationnisme ? Golias, 1999

À consulter



La liste des principaux sites Internet sur l'histoire de la Shoah : □ www.anti-rev.org/serveurs/

ainsi que :

- perso.wanadoo.fr/d-d.natanson/index2.htm
- www.orbital.fr/dletouzey/cercle/aphgce.htm/
- Pratiques de l'histoire et dévoiements négationnistes : www.phdn.org
- et le site du mrp www.mrap.asso.fr